ASEGGAS AMEGGAZ !

L'Expression présente à ses lecteurs ainsi qu'à tout le peuple algérien ses meilleurs vœux à l'occasion de Yennayer 2964.

L'EXPRESSION

Le Quotidien

Dimanche 12 janvier 2014 n°4021 - Prix : Algérie 10 DA — http://www.lexpressiondz.com — ISSN 1112-3397 — **Directeur Fondateur : AHMED FATTANI**

SAÂDANI BALISE LA VOIE À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2014

LE RETOUR INATTENDU DE BELKHADEM

Lire en page 6 l'article de Nadia Benakli

La réapparition de Belkhadem au-devant de la scène politique nationale pose maintes interrogations, surtout survenant à quelques jours de la convocation du corps électoral.

EXCLUSIF

25 MESURES POUR REDONNER DE L'ESPOIR AUX FAMILLES ALGÉRIENNES

LA RECETTE DE SIDI SAÏD

Ph : R. Boudina

Désormais acquis, le crédit à la consommation va booster la production nationale.

Lire notre dossier en pages 2 et 3

PRÉSIDENTIELLE 2014

Où en sont les déclarations de candidatures ?

Lire en page 4 l'article de Aïssa Hirèche

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2964

Lire notre dossier en pages 8, 9 et 10

USMA 2- ESS 0 (SUPERCOUPE D'ALGÉRIE 2014)

Sellal offre sa 3e Coupe à Soustara

Lire en page 24 l'article de Lounès Meberbeche

TERRORISME ET CONTREBANDE

UNE ALLIANCE MORTELLE

Lire en page 14 l'article de Ikram Ghioua

DISPOSITIF DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Sidi Saïd signe sa démocratisation

L'ASSAINISSEMENT complet de l'ordonnance 01-03 relative au développement de l'investissement figure parmi les mesures phares que propose la Centrale syndicale.

MOHAMED TOUATI

L'Algérie veut donner une impulsion déterminante à son économie

«Il faut qu'on se le dise, tout acte bureaucratique est une recherche de corruption. Cela ne peut plus durer. La bureaucratie freine l'économie nationale» avait prévenu, le 10 octobre 2013, le Premier ministre lors de la tenue de la 15e tripartite. «L'Algérie veut donner une impulsion déterminante à son économie pour (...) la rendre plus performante, moins fragile et moins sensible aux chocs externes», avait souligné Abdelmalek Sellal lors de l'ouverture de cette rencontre au «caractère particulier» qui avait réuni gouvernement, syndicat et patronat.

Le secrétaire général de l'Union des travailleurs algériens lui apporte son soutien pour mettre fin à ce fléau et à ce marasme. A travers un document où figurent pas moins de 27 propositions. Comment rendre attractive la destination Algérie si la bureaucratie continue à imposer ses lois ? Comment encourager les hommes d'affaires et les entrepreneurs à poser leurs valises à travers le territoire national ? Des questions qui se posent à un moment crucial. Les potentialités leur tendent pourtant les bras, l'Algérie vaste chantier en quête de développement offre des opportunités indéniables. Le marché est attractif, mais les démarches découragent les plus téméraires d'entre ceux qui ont tenté de le conquérir. L'obstacle : la bureaucratie. Un mur qui doit être abattu. Aux grands maux les grands remèdes. Sidi Saïd ne va pas par quatre chemins pour rendre la place nette il faut raser tout ce qui fait obstacle. A commencer par ces foutues lois qui annihilent toute initiative dont a besoin le pays pour sortir l'économie nationale qui reste chevillée aux exportations d'hydrocarbures et qui donne des signes évidents d'essoufflement. Les gisements sont en déclin. Les exportations reculent.

Les recettes engrangées grâce au secteur pétrolier, notamment accusent un recul inquiétant au point de mettre en danger les équilibres budgétaires. Alors que la facture des importations va certainement flirter avec le seuil critique des 60 milliards de dollars. Des indices qui mettent en évidence la question de la sécurité alimentaire et par conséquent la faiblesse de la production nationale.

L'Algérie a plus que jamais besoin de faire preuve de dynamisme. Son administration est pratiquement sommée de faire preuve d'intelligence et de rompre avec des reflexes du passé : les reliques de l'économie planifiée. S'il y a bien un domaine qui devait être dépoussiéré, c'est bien celui de l'investissement. Un gros morceau auquel le secrétaire général de la Centrale syndicale n'a pas hésité à s'attaquer pour en alléger la procédure. L'assainissement complet de l'ordonnance 01-03 relative au développement de l'investissement figure parmi les mesures phares que propose la Centrale syndicale.

Les responsables syndicaux de l'ex-Foyer civique qui se sont penchés sur ce problème envisagent de révolutionner l'Andi. Dans une de ses trois premières propositions, ils veulent faire de l'Agence nationale de développement de l'investissement une agence de niveau international dotée d'un statut spécifique conforme à ses missions. « Le nouveau statut doit lui permettre plus de flexibilité, une indépendance de toute tutelle administrative en charge de la mise en œuvre des décisions du Conseil national de l'investissement, une protection de ses cadres, un renforcement de ses capacités d'analyse, d'évaluation et un déploiement de ses structures en dehors du territoire national », indique le mode opératoire du document de l'Union générale des travailleurs algériens. Il y a belle lurette que l'on n'avait plus vu un esprit aussi offensif. Une des mesures qui doit alléger les procédures (coûts et délais) de lancement des investissements selon l'instruction du Premier ministre consiste en la « décentralisation au niveau des collectivités locales des études d'impact sur l'environnement pour les projets d'investissements en deçà d'un certain seuil » propose l'Ugta dont les suggestions ont vocation à balayer toutes les entraves qui ont caractérisé jusqu'au jour d'aujourd'hui une administration vieillotte, rigide qui tente de faire encore front à toute velléité de modernité.

Une belle panoplie : cela va de l'uniformisation des statuts des Sarl, la réduction du délai de remboursement de la TVA aux PME à 10 jours, la généralisation de la télé-déclaration fiscale à toutes les entreprises de production, à l'instauration d'un guichet fiscal unique. Cela résonne comme des rafales de Kalachinkov qui signent l'avènement d'une Algérie nouvelle…

M. T.

AFIN DE BOOSTER LA PME

L'Ugta livre le mode d'emploi

L'UGTA émet en effet des propositions à l'attention du gouvernement afin qu'il libère tout le potentiel de la moyenne entreprise.

SALIM BENALIA

Véritable alternative à l'or noir, la Petite et moyenne entreprise (PME) est la base de tout essor économique national. Pour booster cette dernière, notamment en modernisant son environnement et les dispositifs d'appui qui lui sont alloués, la Centrale syndicale Ugta livre désormais le mode d'emploi. L'Ugta émet en effet des propositions à l'attention du gouvernement afin qu'il libère tout le potentiel de la moyenne entreprise.

Parmi ces propositions il y a celles concernant le mode opératoire. Il s'agit en fait, révèle cet alinéa, qui figure dans un dense document édité par la Centrale, d'accompagner l'entrée en Bourse des PME. Aussi, est-il recommandé de dynamiser le compartiment dédié à la Bourse à la PME sous la forme d'un marché financier alternatif qui lui soit adapté, dont les exigences seront moins contraignantes et qui fera éventuellement office de voie de sortie naturelle pour les prises de participation. Cet accompagnement est assorti de la mise en place de mesures incitatives d'ordre fiscal à l'ouverture du capital des PME en Bourse. Ces dernières peuvent être consignées dans la loi de finances sous forme d'exonérations fiscales, d'avantages spécifiques d'ordre financier, etc…L'étude de la Centrale, insiste de prime abord sur la nécessité de mettre en œuvre une politique ciblée d'appui aux PME et évoque six mécanisme à cet effet. A savoir, la mise à niveau des PME, la mise à niveau spécifique aux TPE (très petite entreprise), la modernisation dédiée aux PME stratégiques et d'excellence, le programme start-up Algérie, le développement des activités d'engineering et le programme de modernisation des structures d'appui aux entreprises, soit l'environnement des affaires des PME. Il est également préconisé de doter l'Andpme (Agence nationale de développement de la PME) d'un statut spécifique qui lui confèrera davantage de flexibilité dans ses missions et lui permettra de recruter directement l'expertise qui lui est nécessaire. « Il s'agit surtout de renforcer l'effectif de l'agence en experts spécialisés dans différents domaines d'activité de l'agence pour mieux assurer les missions qui lui sont assignées », note le document. Ce préalable étant édicté, il est par ailleurs indiqué d'établir, sous forme de loi de finances, des critères attractifs à l'adhésion des PME du Sud au Fonds national de mise à niveau. Cette modification porte, entre autres, sur l'intégration des TPE de moins de cinq salariés sur la simplification du dossier requis pour prétendre au dispositif, la mise en place de mesures incitatives de modernisation et de mise à niveau, dont la gratuité des actions d'études préalables, une bonification des intérêts et un relèvement des plafonds des soutiens. Ce schéma retient également, sous forme de décret exécutif, l'optimisation du processus d'adhésion des PME au programme de mise à niveau et la simplification du formulaire de déclaration qui lui est adjointe.

S. B.

Qui veut aller loin, développe ses entreprises

ADMINISTRATIONS économiques, banques, ports, entreprises et commerce extérieur… tout passe sous la loupe du syndicat.

ABDELKRIM AMARNI

Au cours de la dernière tripartite qui a réuni les pouvoirs publics, les employeurs et la Centrale syndicale Ugta, ce dernier partenaire a fait des propositions concrètes à même de relancer l'appareil économique du pays en manque criant de performances. Parmi ces propositions, au nombre de 25, accompagnées de leur mode opératoire et qui devront être examinées lors de la prochaine tripartite, on relève celle ayant trait à la simplification et à l'amélioration des entreprises avec l'Administration publique.

On note un appel à la préparation d'un décret exécutif portant sur « l'institution d'un médiateur des marchés publics ». Celui-ci devant opérer sous la coupe du ministère des Finances. La principale mission de ce médiateur serait «d'accompagner les PME dans leurs relations avec l'administration (…) et d'améliorer les pratiques d'achat entre les PME et les secteurs publics comme les collectivités, hôpitaux, ministères…Le médiateur devant offrir aux entreprises « un recours en médiation individuelle ou collective ». Le syndicat appelle, dans ce cadre, à «respecter les délais légaux de 30 jours de paiement des créances dans le cadre du Code des marchés publics. » Toujours dans cette optique, l'Ugta propose la création d'un observatoire de la commande publique ainsi que la création d'un site public mettant les projets de loi et textes réglementaires en ligne avant même leur proposition au Parlement.

Est inscrite dans les propositions de l'Ugta, la « modification du cahier des charges de sujétion des services de l'Agence nationale de développement de la PME (Andpme), ceci en organisant un accompagnement et le Conseil des PME. La création d'un site de publication des circulaires et notes administratives relatives aux procédures au niveau du Premier ministre est demandée. La mise en place d'un numéro vert, à la disposition des opérateurs et des citoyens dénonçant des dépassements administratifs, est également recommandée dans cette liste, tout comme l'est l'institution de deux baromètres de mesure. L'un relatif au climat des affaires en Algérie et l'autre devant évaluer les satisfactions des usagers au niveau de chaque administration et organisme public. L'amélioration de la relation banque-entreprise figure parmi les points focaux de ces propositions. Ainsi, la lecture des propositions de l'Ugta met en évidence la nécessité d'élaborer et mettre en œuvre une Charte interbancaire de bonne pratique de la garantie, de désigner un médiateur crédit et de décentraliser les décisions d'octroi de crédits. La création d'une banque d'investissement publique est instamment demandée par l'Ugta. Dans le chapitre consacré au commerce extérieur, l'Ugta appelle à la simplification et à la modernisation des procédures relatives, notamment aux secteurs portuaires, la mise en place d'un guichet unique portuaire dans les trois ports pilotes (Alger, Oran et Skikda). La constitution d'une brigade mixte de contrôle Douanes-commerce figure par ailleurs dans les recommandations de la Centrale syndicale relatives à ce secteur sensible qu'est le commerce extérieur.

Le respect de la durée légale de 48 heures de notification par l'inspection aux frontières est proposé. Les comités, national et local, de facilitation maritime sont invités à réactiver leurs missions , souhaite encore la Centrale.

A. A.

EXCLUSIF

25 MESURES POUR REDONNER DE L'ESPOIR AUX FAMILLES ALGÉRIENNES

LA RECETTE DE SIDI SAÏD

DÉSORMAIS ACQUIS, le crédit à la consommation va booster la production nationale.

BRAHIM TAKHEROUBT

Le retour du crédit à la consommation induira la culture de la gestion du budget de la famille

Le patron de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd, jubile. Et vu la qualité de son butin, il a raison. Non seulement il vient d'arracher un acquis capital pour les ménages, le crédit à la consommation, mais aussi il a réussi le pari d'établir un consensus gouvernement-patronat autour des 25 propositions que l'Ugta a faites durant la dernière tripartite. Pressé par le temps et les événements, le Premier ministre voulait aller vite. « *Faites-moi des propositions claires, applicables sur le terrain et surtout sans trop de philosophie* », a-t-il recommandé aux partenaire sociaux. C'est chose faite du côté de l'Ugta. De la part du gouvernement aussi puisque le crédit à la consommation sera rétabli.

Ce n'est pas un mince acquis. Cette mesure va booster la production nationale, encourager la consommation et surtout redonner de l'espoir aux ménages algériens. Pour ce faire, la Centrale syndicale a accompagné cette proposition d'un mode opératoire précis et détaillé. Il va de la préparation d'un décret exécutif relatif à la création du label « Made in Algeria » qui sera la référence à l'octroi des crédits à la consommation. Le lancement d'une opération pilote avec les SGP, mener une campagne de communication qui va cibler, aussi bien le consommateur, que les entreprises nationales ainsi que l'ouverture d'un compte d'affectation spécial intitulé : « Fonds de promotion de la production nationale » qui servira à prendre en charge les frais de mise à niveau de ce programme.

De même qu'il a été décidé d'instituer un conseil consultatif de la production nationale et de relever les sanctions contre la contrefaçon pour lutter contre l'informel. Dans ce sillage, les propositions de l'Ugta, recommandent un renforcement du contrôle au niveau des frontières ainsi que l'implication des associations des consommateurs et des organisations patronales. Fort de ce consensus, Sidi Saïd a également l'aval des banques, voire même du FMI pour ces actions visant à booster la consommation.

Dans l'une de ses publications récentes, la Banque d'Algérie relève que la faiblesse des crédits accordés aux ménages est l'un des aspects les plus frappants de la non-performance du secteur bancaire. La Banque d'Algérie note à cet effet que «l'importance accrue des dépôts en dinars des ménages, alimentée par l'augmentation des revenus salariaux et des transferts budgétaires, contraste avec le niveau des crédits bancaires qui leur sont accordés ». Comme premier impact, la mesure aura l'effet d'un électrochoc au vu de ses répercutions directes et immédiates sur l'économie nationale. A l'évidence, qui dit crédit signifie consommation, puis exigence de qualité. La seconde répercussion sera sur l'emploi puisque les entreprises ainsi soumises à de fortes commandes exprimeront des besoins certains de main-d'œuvre et que cherche le peuple ? Selon une évaluation faite par l'Ugta, cette mesure va à coup sûr amorcer un retour du secteur du textile en Algérie. Niche économique en jachère depuis le début des années 1990 avec «l'invasion de la friperie chinoise», l'industrie du textile offre pourtant des potentialités insoupçonnées en Algérie. Une main-d'œuvre qualifiée et très peu coûteuse, une proximité avec le marché européen, un marché interne florissant et de grandes perspectives pour une industrie synthétique à base d'hydrocarbures. De même que le retour du crédit à la consommation induira un élément important : la culture de la gestion du budget de la famille. Enfin, la mesure est une manière indirecte de consolider le pouvoir d'achat. Le rétablissement du crédit à la consommation a été le cheval de bataille de l'Ugta depuis 1996. Les 25 propositions accompagnées de quelque 135 mesures qui sont actuellement sur le bureau du Premier ministre qui en fera une synthèse avec les propositions du patronat et celle du ministère du Commerce qui sont au nombre de 28. La relance de ce crédit permettra de booster non seulement les entreprises nationales, mais aussi les entreprises étrangères installées en Algérie. Elle seront amenées à pousser leur taux d'intégration à 40% pour bénéficier de ce boum de consommation qui s'annonce.

Au crédit à la consommation, l'Ugta rajoute un autre bémol à l'économie qui consiste à donner la priorité à la préférence nationale. Si bien que la Centrale syndicale n'a pas oublié de souligner dans ses propositions l'introduction d'une obligation « de ne recourir au produit importé que si le produit national équivalent est disponible et ne répond pas aux normes algériennes ».

B. T.

LES PROPOSITIONS DE SIDI SAID SUR LE FONCIER ÉCONOMIQUE

Il faut appuyer les investissements productifs

DANS SA BATTERIE de propositions, le secrétaire général de l'Ugta, Abdelmadjid Sidi Saïd, présente une série de quatre mesures sur le foncier économique et industriel.

SALIM AGGAR

Le foncier économique et industriel a toujours été un sujet épineux pour l'investissement. A ce propos, l'Ugta propose d'encadrer un dispositif d'octroi du foncier destiné à l'investissement et lutter contre la spéculation foncière. Ainsi l'Ugta propose de faciliter et appuyer les investissements productifs tout en préservant les intérêts de l'Etat contre la spéculation et récupérer les assiettes foncières non exploitées dans les ZAC (zones d'aménagement concerté) et les ZI (zones industrielles).

Et l'une des mesures proposées, c'est d'instituer des taxes dissuasives sur les lots non exploités, récupérer les assiettes n'ayant pas été exploitées depuis une longue période. Il propose, notamment de créer un projet de décret exécutif' fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine de l'Etat et destinés à la réalisation de projets d'investissement. Confier aux directions de wilaya l'établissement d'un listing exhaustif des assiettes foncières non exploitées dans les ZAC et les ZI et accompagner les investisseurs dans la réalisation des projets en suspens. L'autre proposition proposée par Sidi Saïd, est de consolider les structures locales de régulation foncière et simplifier les procédures pour en réduire la composition et harmoniser les démarches et les procédures de dépôt des demandes de terrains industriels et la liste des documents requis pour la concession d'un terrain. Pour cela, il propose de déléguer la gestion des zones industrielles à vocation locale aux collectivités locales, fixer à 10 jours le délai maximum d'établissement des actes de concession, établir à un mois le délai maximum d'établissement du permis de construire, déterminer la redevance locative annuelle sur la base des prix moyens déterminés sur la base de la période minimale de concession (33 ans). Pour ce faire, l'Ugta propose au gouvernement un projet de décret portant organisation, composition et fonctionnement du Calpiref (la Commission d'assistance locale pour la promotion de l'investissement et de la régulation du foncier). Elle propose, notamment de modifier et unifier les règles et procédures administratives, instaurer un marché transparent, élaborer un référentiel « Guide des procédures administratives relatif à l'investissement » et le mettre à la disposition des Calpiref.

Dans sa 11e proposition, l'Ugta propose d'organiser, développer et moderniser les parcs industriels. Pour cela il faut instaurer la charte de gouvernance des pôles industriels (ou parcs industriels), amorcer un nouveau mode de gouvernance des parcs industriels, moderniser leur gestion et doter le territoire national d'un schéma directeur des pôles industriels et technologiques. Dans ses propositions, l'Ugta propose même une charte de gouvernance à diffuser auprès des opérateurs économiques, qui énoncera les objectifs industriels, scientifiques et technologiques du pôle, les obligations attachées à chacun des adhérents (entreprises, universités, centres de recherche, de formation) pour contribuer à la réalisation de ces objectifs et préserver continuellement son alignement sur les standards internationaux.

La charte définit également les modalités de gouvernance du pôle. Pour ce faire, un projet de décret exécutif est nécessaire pour fixer les conditions et modalités d'aménagement et de gestion des zones industrielles. Pour l'Ugta, le modèle juridique de gestion et d'administration actuelle des zones industrielles mis en place dans le cadre des dispositions du décret 84-55 du 3 mars 1984, a montré ses limites. Une refonte de la réglementation dans ce domaine est nécessaire. Par ailleurs, pour moderniser les parcs industriels, un plan d'action est proposé : mettre en place les services répondant aux besoins des opérateurs ou des porteurs de projets (notamment les pépinières, incubateurs d'entreprises, centres de formation, centres de recherche, laboratoires, plates-formes informatiques, infrastructures de restauration, infrastructures d'hébergement (hôtel d'entreprises), centre d'affaires, crèche, poste, guichets de banque, antenne d'APC, centres de santé, Samu). Intégrant les différents intervenants dans les étapes d'élaboration et d'exécution des programmes de modernisation. Enfin, la dernière proposition de l'Ugta sur cette question, c'est d'augmenter quantitativement et qualitativement l'offre foncière. Il propose la réalisation de 42 parcs industriels répartis sur tout le territoire national, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud.

S. A.

L'EDITORIAL

Genève vaut-elle une messe ?

KARIM MOHSEN

Demain, les chefs des diplomaties russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, vont (à nouveau) discuter de la participation de l'Iran à la conférence internationale sur la Syrie dite « Genève 2 ». Discuter ? Une invitation de l'Iran, puissance régionale incontournable, devait-elle faire l'objet d'un « feuilleton » aussi méchant qu'absurde ? Or, la présence de ce pays est en fait la plus avérée de tous ceux invités à assister à des travaux supposés aider à trouver une issue à la guerre qui meurtrit le peuple syrien depuis 2011. Dans la perspective de la tenue de la conférence sur la Syrie qui s'ouvre à Montreux (Suisse) le 22 janvier prochain, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a envoyé des invitations à une trentaine de pays pour assister à cette réunion. L'Iran ne figure pas sur cette liste. Les Nations unies n'ont pas précisé les critères qui ont participé au choix des pays conviés, mais l'on sait déjà qu'outre la Russie et les Etats-Unis – parrains de ladite « Genève 2 » - seront présents l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Qatar notamment. Ces trois pays ont clamé haut et fort leur soutien à la rébellion et ont d'une manière ou d'une autre apporté aides, conseils, finances, voire formation, aux rebelles, mercenaires et jihadistes (ils sont plus de 100 000) qui se battent en Syrie. Sur la trentaine de pays ainsi appelés en Suisse nombreux n'ont aucun lien ni de près, ni de loin avec la guerre que subit la Syrie depuis près de trois ans. Ainsi, curieusement, le Danemark et les pays scandinaves seront à Genève, ou plus singulièrement la présence de l'Indonésie, de l'Inde, du Koweït, ou de l'Italie. Il paraît que c'est là une « récompense ?» à des pays amis, quand l'Iran, directement concerné par les événements qui frappent la Syrie, serait absent et n'est pas le bienvenu. C'est ce qu'a décidé le gendarme international que sont les Etats-Unis selon lesquels l'Iran n'avait pas sa place à Montreux, sous le prétexte fallacieux que l'Iran …aide le régime de Damas. Les Américains cherchent-ils à instaurer la paix en Syrie, travaillent-ils effectivement pour l'obtenir ou veulent-ils, tout simplement, imposer un leadership adossé à la raison du plus fort ? Cela après avoir échoué à imposer à la Syrie leurs « poulains », incapables de gagner la guerre sur le terrain ? Ont-ils seulement tiré une leçon de l'Irak, revenue à la case zéro ? Mais le problème ne semble pas uniquement là, mais bien dans la manière avec laquelle l'ONU s'est dessaisie de ses prérogatives de veiller à la paix dans le monde en usant de tous les moyens dont elle dispose pour ce faire, en particulier dans le cas de la Syrie, en essayant de trouver une issue au drame qui frappe ce pays depuis trois ans. En effet, à quoi peut servir une ONU incapable, ou mise dans l'incapacité, d'accomplir les missions qui justifient son existence ? Comment - peut-on comprendre la déclaration du secrétaire général de l'ONU qui « souhaite » inviter l'Iran quand il lui appartenait en tant que premier responsable de l'institution internationale et compte tenu de l'importance de ce pays sur l'échiquier régional, d'exiger sa présence à Genève ? En fait, Ban « attend » le feu vert de Kerry et de Lavrov, qui se rencontrent demain à Genève. Ceux-ci «se rencontreront le 13 janvier et nous espérons fortement qu'ils se mettront d'accord sur la participation de l'Iran », indiquait lundi le porte-parole du secrétaire général de l'ONU. Comment des « décideurs » internationaux qui disent vouloir trouver une issue à la guerre en Syrie peuvent-ils se passer de la présence de l'un des acteurs de ce drame ? Peut-il y avoir de résultat en l'absence de l'Iran ou du président syrien ? Maintenant, que les Américains le veuillent ou non, l'Iran fait partie du problème syrien, donc de sa solution. Aussi, aucune conclusion ne peut être envisagée ou élaborée sans la participation de ce pays à la conférence de Genève. Washington avait aussi tenté à un moment de s'opposer à la participation du président syrien Bachar al-Assad. De fait, le président iranien, Hassan Rohani, a affirmé jeudi que la conférence de paix à venir sur la Syrie serait un échec si l'Iran n'y participait pas, selon des médias iraniens. Cela d'autant plus, qu'en dernier ressort, ce sont les parties syriennes, et elles seules, comme le relevait l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, « (…) qui vont fixer la phase transitoire et la suite ». Aussi, l'aide de tous, y compris celle de l'Iran, est plus qu'opportune, si effectivement on veut la paix pour le peuple syrien.

K. M.

LA SECTION DE BÉJAÏA CLAQUE LA PORTE

La saignée s'accentue au FFS

■ Arezki SLIMANI

Les jours se suivent et ne se rassemblent pas au Front des forces socialistes. Le plus vieux parti d'opposition s'enfonce chaque jour un peu plus dans une crise qui n'est pas près de connaître son épilogue. La section de Béjaïa, qui annonce la couleur. S'agissant de la plus importante au niveau de la wilaya, le feu gagne sérieusement la maison FFS. Ça brûle de partout. Toutes les sections s'agitent pour dénoncer la main basse sur le parti, dont se serait rendu coupable un parlementaire de connivence avec la direction nationale du parti. 98 militants de la section de la commune de Béjaïa ont claqué la porte pour dénoncer « l'anarchie qui règne au FFS » mettant en exergue « le non-respect des statuts et règlement intérieur du parti », et s'insurgeant « contre les pratiques peu orthodoxes de quelques parlementaires de Béjaïa ». Ils emboîtent le pas à leurs pairs fédéraux en annonçant publiquement leur démission collective du parti. Ce nouveau départ massif fait tâche d'huile. Un peu partout dans la wilaya de Béjaïa, des décisions similaires sont en voie d'être prises. Les militants de base se concertent sur les voies et moyens de contrer ceux qui veulent mener le parti vers la dérive. « Nous, militants de la section de Béjaïa, déclarons notre démission collective du parti », écrivent les militants frondeurs de la ville de Béjaïa, déclarant, on ne peut plus clairement, leur « divorce avec la direction nationale qui ne reflète qu'un appareil de domestication du parti ». Alors que les instances nationales du parti cherchent toujours la meilleure option possible vis-à-vis de l'élection présidentielle d'avril 2014, le Front des forces socialistes (FFS) commence très mal l'année, en subissant un gros coup à travers la démission de plusieurs cadres de la fédération de Béjaïa, l'une des plus importantes du parti, dont l'effet d'onde de choc se répercute au niveau de la base. Les démissionnaires fédéraux reprochent à l'actuelle direction d'avoir abandonné sa ligne politique originelle pour tomber dans les bras du pouvoir. Les sections semblent reprendre en chœur l'argument en mettant en valeur des considérations locales. Les prochains jours s'annoncent durs pour le parti de Aït Ahmed.

Aux dernières nouvelles, Khaled Tazagharth, l'ex- premier secrétaire fédéral, a été remplacé, à titre intérimaire, par le député et membre du conseil national, M. Yahia Boukellal. Un autre argument qui irrite la base. Cette nomination n'a pas réussi à stopper la saignée. Bien au contraire elle s'est ajoutée au geste d'ignorance de la crise annoncée à Béjaïa, dont a fait preuve le dernier conseil national du parti. Il y a lieu de noter que le Front des forces socialistes a déjà vécu beaucoup de crises dans le passé. Des cadres ont été écartés, d'autres ont démissionné. Sans compter les feuilletons locaux qui n'ont de valeur que de confirmer le déclin de ce parti entamé lors du congrès de 2000 qui s'est tenu à la Munatec de Tipasa et pendant lequel les prémices d'une marginalisation des cadres et militants les plus compétents commençaient à paraître.

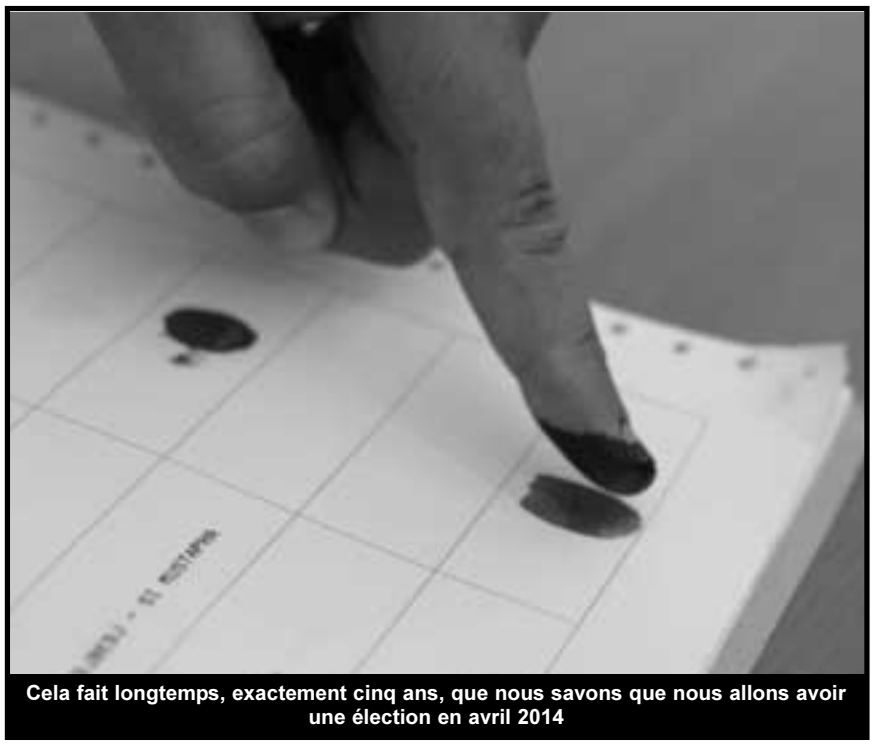
A. S.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Où en sont les déclarations de candidatures ?

PLUS QUE QUELQUES enjambées nous séparent d'avril et, jusqu'à présent, nous sommes dans le brouillard le plus complet.

■ Aissa HIRÈCHE



Ph : R. Boudina

Cela fait longtemps, exactement cinq ans, que nous savons que nous allons avoir une élection en avril 2014

D'un point de vue stratégique, il ne fait pas de doute que l'annonce d'une candidature comporte certains avantages comme celui, entre autres, d'ouvrir la voie à la conquête du marché électoral mais, d'un autre côté, elle présente aussi l'inconvénient de ne plus pouvoir surprendre ses adversaires. décidément enclins à se faire connaître, les candidats à la présidence d'avril 2014 gardent toujours le silence.

La convocation du corps électoral cette semaine finira-t-elle par venir à bout de leur entêtement ?

Force est de reconnaître que nous ne sommes pas dans la normalité des choses. Plus que quelques enjambées nous séparent d'avril et, jusqu'à présent, nous sommes dans le brouillard le plus complet. Cette semaine, en principe, le corps électoral sera convoqué par décret présidentiel. mais le décret en soi n'est qu'une procédure administrative qui donne sa légalité à l'élection, rien de plus. Nous voulons dire par là que l'esprit de compétition, la course vers l'élection, l'envie de se porter candidat et surtout le désir de vaincre, tout cela n'a rien à voir avec le décret.

Cela fait longtemps, exactement cinq ans, que nous savons que nous allons avoir une élection en avril 2014 et, de ce point de vue, la convocation du corps électoral n'apporte rien de nouveau au fait sinon que tout se passe comme prévu. El Hamdoulillah !

A ceux qui n'osent pas, par tactique ou pour d'autres considérations, déclarer leur candidature avant de connaître les intentions de l'actuel président, il est clair que le décret qui sera publié probablement cette semaine n'apportera rien de nouveau, d'autant plus qu'il ne sera pas dit si Bouteflika se portera ou non candidat.

De plus, Bouteflika a encore devant lui toute une période légale durant laquelle il peut garder non divulguée sa volonté de briguer ou pas un quatrième mandat. Il a légalement tout le temps devant lui et ceci devrait alors poser problème à ceux qui lient leur candidature à la sienne. Ils ne pourront même pas procéder à la collecte des signatures tant qu'ils n'ont pas retiré le formulaire de candidature, ce qui impose donc une annonce officielle de cette candidature.

Drôle de situation que celle dans laquelle ils se sont volontairement placés. Si l'on considère les choses de ce point de vue, on devine aisément que dès la publication du décret portant convocation du corps électoral, on devrait forcément en savoir plus sur certains candidats qui devraient alors décliner leurs intentions. Cependant, il est à croire que les plus têtus continueront, malgré tout, à garder leurs intentions cachées encore quelque temps.

Là encore, et sur le plan stratégique aussi, dans le cas où Bouteflika ne se présenterait pas à sa propre succession, les retardataires risqueraient de perdre gros car ils annonceraient leur candidature relativement en retard et auraient donc à récupérer le retard qu'ils auraient accepté de faire, chose qui ne sera pas aisée du tout.

En attendant, l'impression qui se dégage c'est plutôt de nous diriger vers une élection sans candidats. A part deux ou trois candidats d'ici et quelques « intéressés » d'ailleurs, on n'a rien. Le pays ne mérite-t-il pas que l'on y prête attention ? Ou bien alors, n'y aurait-il pas suffisamment de citoyens capables de gérer ce pays ? Ni l'une ni l'autre des interrogations, bien sûr, sauf que, pour des considérations conjoncturelles, les uns préfèrent temporiser alors que d'autres espèrent obtenir certaines assurances avant d'entamer les choses sérieuses. Toujours est-il qu'en ces premiers jours de janvier, la visibilité demeure floue et on ne peut certainement pas parler de pronostics.

Quant aux sondages, il faudrait certainement attendre au-delà de l'an 4 000 car c'est ainsi qu'en ont décidé pour notre pays ceux qui l'ont géré sans jamais être capables de le mener ailleurs que là où ce n'est pas sa place !

A. H.

SOUFIANE DJILALI

«Je ne suis pas un lièvre»

« **LA NOUVELLE** génération doit impérativement prendre le relais pour engager le pays dans une nouvelle ère.»

■ Ilhem TERKI

Le président du Parti algérien Jil Jadid (Nouvelle génération), Soufiane Djilali a réaffirmé sa candidature à l'élection présidentielle de 2014 en présentant son programme électoral lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger. Le président du parti a déclaré que sa candidature est liée à sa conviction que l'actuel président de la République ne se représentera pas.

La responsabilité, la justice et l'innovation sont les grandes lignes du programme électoral du parti politique. Il insiste sur le maintien du régime semi-présidentiel et la limitation du nombre de mandats à deux quinquennats.

« *C'est un programme de combat pour la sauvegarde de la nation, de son intégrité, des intérêts vitaux de notre peuple, garants de notre indépendance et de notre souveraineté* », déclare le président du parti, Sofiane Djilali, en expliquant que les trois valeurs phares proposées avec l'ensemble des valeurs qui leurs sont consubstantielles constituent les valeurs fondamentales pour élaborer la matrice du projet de société. « *L'heure est venue pour nous tous de construire un véritable Etat de droit et d'y établir la démocratie et les règles de la bonne gouvernance. Ces objectifs stratégiques ne sauraient être remis à plus tard, il y va de la survie du pays en tant que nation souveraine et prospère* », souligne le président du parti en précisant que ceux qui s'opposaient au pouvoir, n'avaient que leur foi en la nécessité d'un changement profond et sain pour reconstruire l'espoir d'un pays à la dérive, d'autant plus que certains multiplient les manœuvres pour bloquer tout processus de changement.

Dans cet ordre d'idées, il ajoute, entre autres, que « *l'élection présidentielle de 2014, peut offrir l'occasion historique pour l'Algérie de s'engager dans un processus démocratique serein et ordonné. Une nouvelle ère s'ouvrirait pour de véritables réformes* », indique-t-il en étalant que seul un processus électoral honnête aboutissant à des changements significatifs est une issue qui doit être considérée comme l'unique alternative au désordre et à la fatalité de l'échec.

« *J'ai totalement conscience qu'une personne seule n'y peut rien face à l'immensité du défi. L'Algérie appartient à tous. Chaque Algérien est interpellé par l'avenir de son pays* », souligne M. Djilali qui insiste sur la conviction de la nécessité d'un changement générationnel, stratégique et politique pour le pays. Parlant du FLN, le patron de Jil Jadid a exprimé fermement : « *Ce parti doit partir au musée. La place du FLN est au musée. L'Algérie ne peut retomber si bas après avoir magnifié son destin grâce à des femmes et des hommes de la trempe des Bouhired, Benboulaïd ou Ben M'hidi* ». Il indique aussi que « *enfants de l'indépendance, nous devons rendre à ces femmes et à ses hommes un hommage exceptionnel et leur manifester une reconnaissance profonde et éternelle* ».

S'agissant de la culture et la langue amazighes, Soufiane Djilali a déclaré que le moment d'ouvrir le dossier de la question identitaire est venu, il a recommandé la promotion de tamazight comme langue officielle. « *Nous sommes des Amazighs. Nous sommes aussi un peuple spirituel qui a choisi librement d'embrasser l'Islam. Nous avons contribué dans l'aire géographique et humaine qui est la nôtre à l'expansion d'une brillante civilisation et d'une grande culture d'expression arabe.* »

Il déclare, en outre, que c'est une question idéologique qui touche à l'intégrité de la nation. « *L'amazighité doit être comprise par tous comme un patrimoine fondateur de la personnalité algérienne. Elle doit trouver auprès de tous, les moyens de son sauvetage d'abord puis de son épanouissement, selon les modes d'expression que le génie populaire lui attribuera* », précise-t-il, en ajoutant qu'un effort académique doit être mené à son terme. « *Le recensement du patrimoine oral mais aussi culturel au sens large devra être entamé au plus vite.* »

I. T.

NEWS OFF THE RECORD
CONFIDENTIAL

Palestino, un club de football fait le succès

AU CHILI, LES « PALESTINO » **font le buzz. Le Club Deportivo Palestino n'est pas un club quelconque. Évoluant en Ligue 1, basé à Santiago du Chili, il a été fondé en 1920 et est passé professionnel en 1951. Vainqueur du Championnat du Chili en 1955 et 1978, le club a également remporté la Coupe du Chili en 1975 et 1977. Le Club Deportivo Palestino est né de l'initiative d'un groupe d'immigrants palestiniens établis dans le pays où vit l'une des plus grandes communautés palestiniennes au monde (en dehors du Monde arabe) forte de 350 000 individus. Le 4 janvier dernier, le club a publié une photo de ses nouveaux maillots, déclenchant un tollé en Israël et dans les médias prosionistes. Et pour cause : les maillots comportent le chiffre « 1 » qui représente la carte imprimée d'un État palestinien incluant les territoires palestiniens et... Israël datant d'avant 1948 ! Aussitôt, Israël a protesté sur la nature politique des uniformes auprès de la Fifa, l'instance dirigeante internationale du football.**

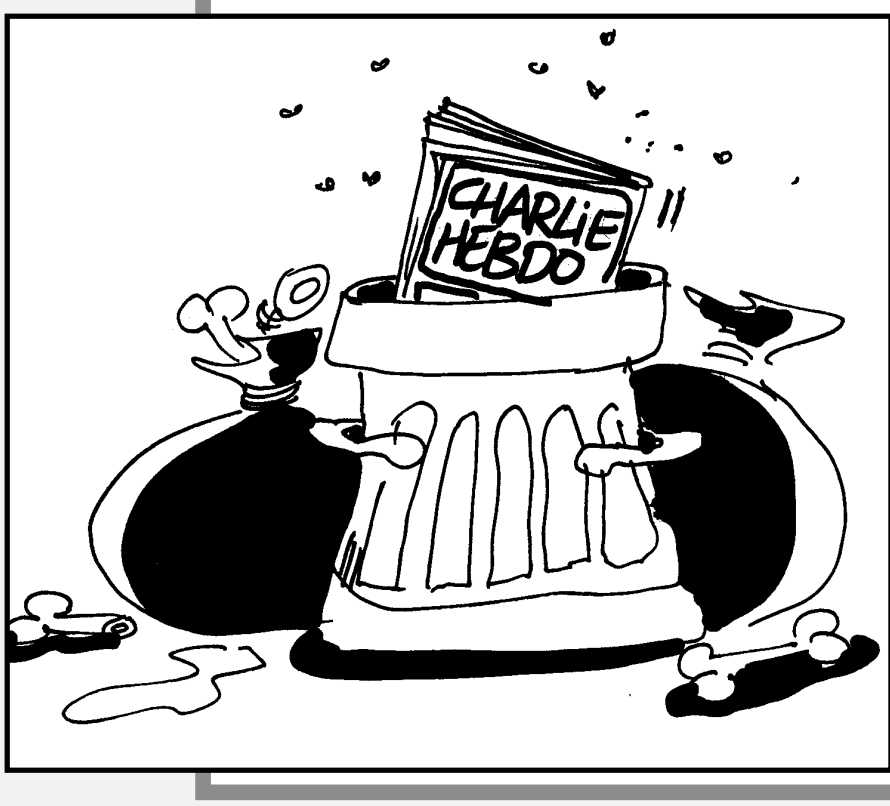
Dieudonné censuré en France, très demandé en Algérie

APRÈS QUE LE MINISTRE **français de l'Intérieur Manuel Valls, eut interdit à l'humoriste Dieudonné de s'exprimer dans les salles de spectacles, le gouvernement français a confirmé sa volonté de censurer Dieudonné sur Internet. Quoi qu'il en soit, le succès de Dieudonné est là et va en grandissant au point où un organisateur de spectacles algérien se prépare à l'inviter pour une série de spectacles en Algérie. L'humoriste a déjà été invité par l'Algérie et a remporté un grand succès.**

Le projet APS TV accepté

NOUS AVONS appris de sources sûres que le projet de chaîne APS TV a été validé par le ministre de la Communication qui a confié le projet à deux responsables : Tewfik Khelladi pour le volet audiovisuel et Abdelhamid Kacha pour le volet logistique et personnel. Les deux responsables des médias publics vont se concerter pour lancer une chaîne de télévision à l'occasion de l'ouverture officielle de l'audiovisuel et celle-ci sera exclusivement consacrée à l'information comme c'est le cas pour AFP TV, Aptn, Reuters TV ou encore Euronews.

Un ancien journaliste de *Charlie Hebdo* dénonce la « névrose islamophobe »



OLIVIER CYRAN, **un ancien journaliste au sein de la publication controversée, *Charlie Hebdo,* sort de son silence pour dénoncer cette « névrose islamophobe » qui s'est emparée de son équipe après le 11 septembre 2001, selon ses dires. En fait, Olivier Cyran n'a fait que répondre à un article publié, il y a quelques jours, au nom de sa rédaction, dans *Le Monde*. Dans cet article, *Charlie Hebdo* se dit « non raciste ». «*Charlie Hebdo,* pas raciste ? Si vous le dites… » écrit à son tour Olivier Cyran qui évoque une «navrante mutation» qui a contaminé l'équipe de *Charlie Hebdo* après le « tournant du 11 septembre 2001 ».**

Le Maroc récupère du matériel militaire d'occasion

LE MAROC QUI n'a pas les moyens politiques de sa défense a opté pour une solution particulière, celle d'acheter à très bas prix ou de se servir dans les surplus des armées américaines et celles de quelques pays de l'Otan à la moindre occasion. Les Forces armées royales (FAR) ont, par exemple, récupéré en 2011, 200 chars lourds Abrams M1A1 datant de l'époque de la guerre du Golfe. Idem pour des canons automoteurs M109 et M110, puisés sur les réserves américaines par le biais d'un EDA (Excess Defense Articles). Ces appareils étaient utilisés par Washington dans les années 1990. Avant cela, le Maroc a pu, par ce biais, obtenir des chasseurs F5 et d'autres équipements. En 1997, les chars T-72 ont en effet été achetés par l'Arabie Saoudite.

ON REMET ÇA

GRILLES

« Il y a deux catégories de télévision : la télévision intelligente qui fait des citoyens difficiles à gouverner et la télévision imbécile qui fait des citoyens faciles à gouverner. » *Jean Guéhenno*

Selim M'SILI

Il parait que çà va barder à l'APN où est en débat la loi sur l'audiovisuel. Il y a les Tristus qui veulenr ramener le pays au temps d'Enver Hodja et les Rigolus, ceux qui veulent l'asseoir au début du XXIe siècle « mylady ». Que peut-on attendre de nouvelles chaînes généralistes si, par hasard elles arrivent à voir le jour ? Quelque chose que l'on n'a pas encore vu sur les chaînes périphériques occidentales ? Difficile de faire du neuf à l'heure où la pénurie de lait en sachet sévit : c'est justement cela que veulent savoir les sevrés du lait en poudre : les dessous de cette pénurie récurrente. Les tenants et les aboutissants de l'odyssée de l'autoroute Est-Ouest, les bénéficiaires clandestins de la banqueroute bancaire. Ils n'ont cure des différends artificiels créés entre Raouraoua et son entraîneur bosniaque !

C'est un véritable casse-tête pour remplir les grilles des programmes des chaînes généralistes de télévision à l'heure où une concurrence des plus féroces se déroule dans le ciel serein du paysage audiovisuel. L'audimat ! Il n'y a que cela qui compte pour les chaînes qui attendent beaucoup des revenus publicitaires pour boucler des budgets de plus en plus consistants. Les rediffusions ou les diffusions de séries américaines qui ont déjà amorti plusieurs fois leur prix de revient et assuré une rente confortable aux studios qui les ont réalisées constituent la recette classique ou de facilité pour remplir une grille aussi exigeante que le tonneau des Danaïdes. Mais les solutions de facilité apparaissent clairement pendant les vacances ou lors des fêtes de fin d'année. Evidemment, les premiers téléspectateurs ciblés par ces rediffusions sont les enfants, les adolescents qui vont redécouvrir à leur tour les films qui ont fait la joie de leurs grands-parents et de leurs parents. C'est avec plaisir qu'ils vont voir les adaptations des grands classiques de la littérature universelle: *Robinson Crusoë* à la sauce Pierre Richard, *Le comte de Monte-Cristo* avec Depardieu ou Jean Marais à l'époque de sa splendeur, *Guerre et paix*, version soviétique avec Bondartchouk ou version américaine avec Mel Ferrer...Mais les véritables succès sont les exploits de cow-boys avec un John Wayne pétillant de santé ou alors les aventures pathétiques de l'éternel vagabond que fut Charlot: une fleur à la main et toujours le sourire gêné d'être là...Le programme peut être alimenté aussi par la rubrique nécrologique des grands hommes qui ont disparu durant l'année écoulée: un bref flash-back sur leur longue carrière et des images usées pour illustrer une vie bien remplie pour cultiver la nostalgie. Il faut vite passer sur les concerts de raï, les orchestres andalous ou les troupes folkloriques, les prestations en noir et blanc d'artistes qui ont disparu depuis bien longtemps: c'est la formule des chaînes ou des pays dont la créativité artistique est en panne depuis longtemps. Ces mêmes chaînes n'hésitent pas à concocter une pompeuse «revue» de fin d'année où le téléspectateur peut revoir toutes les séquences qu'il a ratées durant l'année écoulée et qui constituent des repères importants dans «l'action» du régime en place. La propagande a la peau dure. Heureusement qu'«en face», il y a des émissions qui permettent de se relâcher un peu et de sourire, oubliant quelques instants l'inflation et les petites misères de la vie. De nombreuses chaînes font un montage ingénieux de toutes les bourdes qu'ont pu faire, dans la pression du direct, les présentateurs, les journalistes et les invités. Les lapsus, les quiproquos, les incontrôlables fous rires, le manque d'intérêt des interviewés à la question qu'on pose de la part de certains artistes lunatiques, la spontanéité décapante ou les accidents dus aux défaillances du décor, sont les incidents qui ajoutent du piment à la magie du direct. Les animaux, comme les hommes, participent à ce gai bêtisier qui est toujours assuré d'un certain succès. Quand ce sont les hommes politiques qui sont pris en faute, le succès est alors garanti.

S. M.

SAÂDANI BALISE LA VOIE À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2014

Le retour inattendu de Belkhadem

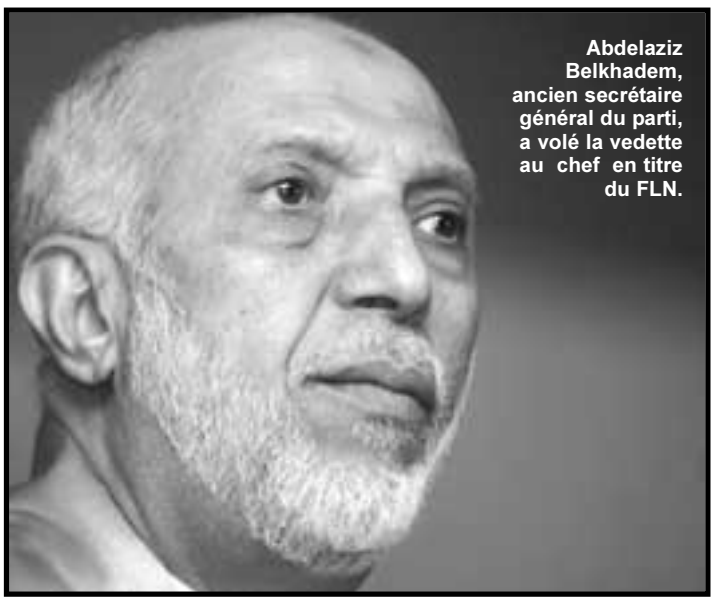
LA RÉAPPARITION de Belkhadem au-devant de la scène politique nationale pose maintes interrogations, surtout survenant à quelques jours de la convocation du corps électoral.

NADIA BENAKLI

Ils étaient hier des milliers de militants à rallier le point de rendez-vous à Alger pour un grand meeting du FLN présidé par Amar Saâdani, premier responsable du vieux parti. Son discours était fort attendu. Sur au moins deux points: le sort réservé à la Constitution et la candidature de Bouteflika à un 4e mandat. La teneur du discours n'était pas à la hauteur de l'attente des militants venus des quatre coins du pays. L'initiative du patron du FLN n'a pas créé l'événement. Celui-ci lui a été volé par un intrus dont personne ne s'attendait à sa présence : Abdelaziz Belkhadem, ancien secrétaire général du parti qui a volé la vedette au chef en titre du FLN. Dès son entrée dans la salle de la Coupole, M.Belkhadem a été fortement ovationné par les militants venus en force à ce show.

Or, la réapparition de Belkhadem au-devant de la scène politique nationale pose maintes interrogations, surtout survenant à quelques jours de la convocation du corps électoral. Eclipsé de la scène politique depuis plusieurs mois, M.Belkhadem a fait, en l'espace de trois jours, deux sorties publiques. La première sur le plateau d'El Chourouk TV, pour renouer avec l'opinion publique. Et la seconde, celle d'hier où il ne manquait plus qu'on lui déroula le tapis rouge. La mise en scène n'est pas pure affaire de théâtre. La politique, avec l'art consommé de la communication qu'elle connaît, vient de nous asséner une grande leçon en la matière : le retour inattendu d'un personnage que l'on croyait à jamais disparu des «sunlights» de l'actualité politique. Ce come-back de l'ex-secrétaire général du FLN cache mal des desseins inavoués. Le scénario est cousu de fil blanc. M.Saâdani joue à fond la carte de son ancien acolyte Belkhadem pour mieux évincer Abdelmalek Sellal, celui que tous les observateurs donnent comme le prétendant le plus probable à la succession du président sortant. Donc, le message que devait délivrer aux militants Amar Saâdani, est vide de toute substance. Autant dire que le rendez-vous d'hier était un non-événement, tant au plan organique du parti, que sur le débat attendu celui d'organiser ou pas la révision de la Constitution avant la tenue de la présidentielle d'avril. Preuve ? Saâdani n'a fait que répéter, et de manière agressive quand même, la candidature du président de la République à un 4e mandat. «Nous sommes ici pour dire que nous avons plébiscité le fils du parti et moudjahid Abdelaziz Bouteflika pour un 4e mandat», a-t-il répété tout en conviant au nom de l'ensemble des militants et des élus du parti, le chef de l'Etat à se présenter à la prochaine élection présidentielle. Voulant couper l'herbe sous les pieds des autres candidats, M.Saâdani persiste et signe: «Notre candidat ne sera que le président de la République Abdelaziz Bouteflika.» Sur la révision de la Constitution, M.Saâdani a changé de ton. Tout en rappelant le souhait de son parti de réviser la Constitution avant la présidentielle d'avril prochain, le patron du FLN a précisé que la décision revient au chef de l'Etat, qui est le seul habilité à choisir le timing avant ou après. Pourquoi M.Saâdani tient-il à une révision avant la présidentielle ? Ce n'est plus un secret. «Cela lui baliserai la voie au poste de vice-président de la République», expliquent des observateurs de la scène politique nationale. Pour le succès de cette opération, Saâdani veut jouer en duo. Et le meilleur partenaire qu'il puisse trouver pour réaliser ses ambitions, n'est autre qu'un certain Abdelaziz Belkhadem. Patron du FLN, ce parti majoritaire qui fait la pluie et le beau temps, Saâdani n'a fait, en réalité, qu'investir Belkhadem au poste de «candidat virtuel» au cas où Abdelaziz Bouteflika venait à réserver quelques surprises de dernière minute à tous ces prêcheurs qui ne désespèrent pas de le voir rempiler pour un 4e mandat. La vérité? La rencontre d'hier n'a fait que dévoiler en filigrane ce «complot florentin» pour ramasser un pouvoir que certains croient déjà tombé à terre. «Nous ne sommes pas avec le pouvoir, le pouvoir c'est nous», a martelé le patron du FLN dans son discours qui n'a pas dépassé, chronomètre en main, un quart d'heure. Les messages délivrés aux militants relèvent du « réchauffé» et « déjà entendu ». La surprise de tout ce charivari médiatique reste le deal Saâdani-Belkhadem pour torpiller tout candidat sérieux capable de succéder au président sortant. La longue ovation qui a salué l'entrée en salle de l'ancien patron du FLN n'est que le premier acte d'une comédie qui relève beaucoup plus du théâtre de boulevard. Tout ce qu'on a vu hier, n'était pas innocent. Belkhadem quoique groggy, se relève comme un boxeur envoyé au tapis pour continuer le combat : celui qui le « mènerait » à la magistrature suprême.

N. B.



Abdelaziz Belkhadem, ancien secrétaire général du parti, a volé la vedette au chef en titre du FLN.

Ph : R. Boudina

SHOW POLITIQUE DE AMAR SAÂDANI

Dans les coulisses d'un chapiteau

LE MÊME SHOW, voire plus fourni, qui a été organisé en faveur de Belkhadem n'a pas empêché sa destitution.

MOHAMED BOUFATAH

Le richissime député de Tébessa, Mohamed Djemaï, l'ancien membre du comité de soutien de Benflis en 2004, Sadek Bouguettaya, désigné récemment membre du bureau politique ainsi que Ahmed Boumehdi qui a été à l'origine de la démarche de l'intronisation de Saâdani étaient les premiers arrivés sur les lieux. Ils s'affairaient à régler les dernières retouches du show politique de Saâdani. En véritables chefs d'orchestre, ils veillaient au grain. Il fallait remplir la salle abritée par un chapiteau jouxtant la Coupole, comme cadre du meeting. Si quelques fanions et pancartes ont été arborés et les portraits du chef de l'Etat accrochés, toutefois les géantes banderoles exigées par Saâdani manquaient visiblement au décor. Approché, Djemaï dira que ceux qui m'accusent de tirer les ficelles dans l'ombre ou de gérer de loin le parti, apportent des preuves concrètes de ce qu'ils avancent en faisant allusion aux adversaires de Saâdani menés par l'ex-coordinateur du bureau politique(BP), Abderahmane Belayat et le coordinateur des redresseurs M.Abada. Le même avis est partagé par M. Boumehdi, ex-mouhafedh d'Alger, et désigné membre du bureau politique. « Les détracteurs de Saâdani qui ont abattu toutes leurs cartes, ne pourront pas faire l'impasse sur la légitimité du secrétaire général », dit-il. Si Bouteflika ne se présente pas au 4e mandat que fera le groupe de Saâdani, a-t-il une alternative ? Aucune d'après Bouguettaya : le FLN, la première force politique dans le pays, ne pourra qu'avoir une option dans ce cas de figure. Et puis, Bouteflika va se présenter pour briguer un mandat supplémentaire, appuie-t-il très sûr de lui-même.

Certes, la majorité des cadres et des élus du parti a rejoint le meeting de Amar Saâdani mais selon certaines indiscrétions, « on ne peut faire autrement au risque d' éventuelles représailles ». Un député et membre du comité central qui a requis l'anonymat, avoue que le groupe de Saâdani « a obligé les députés de faire l'émargement au siége de l'APN avant d'être embarqués à bord de deux bus qui leur ont été destinés ». Les mouhafedhs aussi devaient marquer leur présence. Quoi qu'il en soit toutes les personnes accostées avouent venir soutenir le parti (FLN) et non porter allégeance à quiconque. Cela prouve que Saâdani ne fait pas l'unanimité autour de lui.

Le fait le plus notable est l' irruption faite par l'ex-secrétaire général, Abdelaziz Belkhadem, dans la salle. En suscitant la panique dans la salle, sa réapparition a exaspéré un peu plus l'anarchie prévalant à l'intérieur du chapiteau. M. Belkhadem qui a pourtant annoncé la veille son boycott de ce show pour éviter une mauvaise interprétation de sa sortie est revenu en fin de compte sur sa décision. Que s'est-il passé entretemps ? Est-il rappelé à l'ordre ? Celui qui a critiqué vertement la composition du BP formé par Saâdani « n'a pas volé fortuitement au secours du groupe de Saâdani »,- disent les plus proches membres du comité central du parti. Ces derniers, hésitants à en découdre avec le nouveau secrétaire général, n'ont de cesse de regretter le départ de Belkhadem. Selon un cadre du parti, par sa présence Belkhadem court-circuite ceux qui travaillent à le déposer et du coup signe également son retour, lui permettant de se positionner sur la scène politique en prévision de l'élection présidentielle. « Le même show qui a été organisé en faveur de Belkhadem n'a pas empêché sa destitution », rappellent les militants les plus avisés. De par sa stature, la présence du secrétaire général de la Présidence, Logbi Habba a été très remarquable. Très significatif, Saâdani a pris le soin d'être flanqué sur sa tribune des membres du comité central, d'anciens ministres à l'image de Benhamadi, Ould Abbès et Saïd Barkat ainsi que des parlementaires. Par ailleurs, d'aucuns regrettent que de graves dissensions minent encore en 2014 les instances du parti. Outre la puissance de la chkara, les lignes de démarcation parfois sur la base régionale reflètent une guerre en sourdine, susurre-t-on encore. Enfin, si certains hôtes de Saâdani sont pris en charge à l'hôtel Mouflon d'or à Alger d'autres moins privilégiés, déçus pour la majorité de s'être déplacés pour rien, ont repris le chemin du retour juste à la fin du show de Amar Saâdani.

M. B.

A L'APPROCHE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La scène politique en ébullition

KHEIREDDINE BOUKHALFA

Comme à l'accoutumée, à chaque échéance électorale la fièvre se saisit des partis. Depuis quelques jours, la scène politique est en ébullition. De nouvelles formations et de nouveaux partis politiques émergent et voient le jour. Face à l'approche de l'élection présidentielle d'avril prochain, les partis politiques s'activent, organisant meetings, conférences, congrès, et rencontres. Il en est ainsi du parti El Karama présidé par Mohamed Benhamou, Jil Jadid par Soufiane Djilali, le parti El-Moustakbel (président Abdelaziz Belaïd), pour ne citer que ces formations qui ont été créées et agréées en 2012, et celui de Mme Assoul Zoubida UCP (le parti de l'Union pour le changement et le progrès) agréé en mars 2013.

Un autre parti salafiste verra prochainement le jour, selon l'annonce faite par le prédicateur salafiste Abdelfettah Zeraoui. En effet, il va de soi de se demander pourquoi cette soudaine fièvre et agitation ?

Certains d'entre eux cherchent la direction du vent, d'autres, en revanche, sont à la quête d'un candidat à soutenir. Et marquer leur territoire. Ainsi si des partis soutiennent le Président Bouteflika, et que ce dernier dans l'éventualité où il briguera un quatrième mandat, ces formations auront beaucoup à gagner, à savoir des postes et des privilèges. Ce qui est d'ailleurs légitime, puisque l'objectif même de la politique est d'arriver au pouvoir. Ce qui explique cette « agitation. »

Cependant, ces formations politiques répondent-elles aux réelles aspirations du citoyen ? Sont-elles proches de la réalité du terrain ? Ces questions méritent d'être posées puisque dans la plupart du temps, ces partis ne donnent pas signe de vie. Or, ce qui serait encore plus judicieux, c'est que ces formations soient présentes durant toute l'année et non à l'approche des élections où ils mènent des meetings et des conférences et investissent le terrain en s'approchant des citoyens. Ces formations s'affrontent entre eux, sans pour autant apporter des solutions aux préoccupations des Algériens.

Après un verrouillage d'une dizaine d'années, pendant laquelle plusieurs demandes d'agréments de nouveaux partis étaient restées gelées au ministère de l'Intérieur, les autorités ont décidé d'autoriser la création de nouveaux partis en 2012, à la faveur de la loi n°12-04 du 12 janvier 2012, c'est ainsi que dans un laps de temps relativement court, 21 formations ont été agréées : 11 en février, sept à la mi-mars et trois le 21 mars, à savoir trois mois avant les élections législatives.

La création de ces nouveaux partis est perçue comme une inondation du marché politique par de nouveaux produits. D'ailleurs, ces nouvelles formations s'alignent presque toutes avec le discours du pouvoir, à savoir la stabilité, l'unité du pays et le refus de toute ingérence étrangère. L'on se rappelle encore des élections législatives de 2012, où les observateurs espéraient la naissance d'une nouvelle architecture politique, mais il n'en fut rien. Car le nouveau Parlement a été à quelques exceptions près, la réplique de celui de 2007 avec un FLN et un RND dominant et la fraude dénoncée par certains partis. Ces législatives n'ont pas changé l'équilibre du Parlement qui reste toujours non représentatif, mais elles ont révélé le divorce flagrant entre le régime et les aspirations sociales et politiques de l'écrasante majorité des citoyens.

K. B.

MAGPHARM ET NOVALAC POUR LA SANTÉ DE VOTRE BÉBÉ

Des laits infantiles pour nourrir, prévenir et guérir

LES LABORATOIRES MAGPHARM ET NOVALAC s'allient pour la santé et le bien-être de nos enfants.

■ IDIR TAZEROUT

En effet, à l'issue d'études et de recherches, la gamme Novalac a été développée avec l'objectif de proposer des laits infantiles pour nourrir les enfants, mais aussi prévenir ou traiter les troubles gastro-intestinaux (régurgitations, gaz et coliques, constipation, allergies…), la prévention restant la meilleure approche.

La gamme complète Novalac a été conçue pour répondre à ces problèmes tout en accompagnant la croissance harmonieuse des nouveau-nés avec une composition adéquate pour chacun des laits infantiles de la gamme, quand l'allaitement au sein ne peut être assuré.

Il faut dire que Novalac c'est plus qu'un lait, une prescription… Les produits Novalac sont élaborés selon des critères de très haute qualité et en conformité avec les règlements applicables en Europe.

L'ensemble de la gamme est fabriquée en France et en Allemagne selon la norme ISO 9001 et plus de 500 contrôles sont effectués sur chaque lot avant qu'une boîte de Novalac ne soit mise en vente, sur conseil d'un professionnel de la santé.

Novalac est aujourd'hui présent sur les cinq continents dans plus de 50 marchés.

Le contexte algérien de l'allaitement maternel

L'allaitement maternel a connu une baisse importante durant la période post-indépendante. Cet état de fait est relié aux nouvelles habitudes de vie. Une campagne de sensibilisation utile à été menée depuis plusieurs années visant à inverser cette tendance.

D'ailleurs, Magpharm Laboratoires a organisé un symposium avant-hier au niveau de l'hôtel El Aurassi. Un événement qui a regroupé des pédiatres venus des différentes régions du pays, des intervenants qui ont animé et enrichi les débats autour des troubles digestifs chez le nourrisson. C'est toujours dans un esprit d'innovation que Magpharm Laboratoires a lancé sa nouvelle gamme de lait infantile Novalac, une gamme aussi riche que diversifiée, des formules parfaitement adaptées pour chaque bébé.

Cet événement a connu un franc succès puisque Magpharm Laboratoires a enregistré la participation de 450 pédiatres sur le thème de « l'actualité des Aplv (allergies aux protéines de lait de vache) » par le Pr Benhalla, pédiatre allergologue à l'hôpital de Bainem, Alger, « la prise en charge des régurgitations sévères » par le Pr Van Den Plas-chef de service pédiatrique des cliniques universitaires Saint- Luc-, une référence en gastro-entérologie et nutrition Belgique et la présentation de «la gamme Novalac» par le Dr Margossian directeur général de Novalac International.

Enfin, Novalac est une société française spécialisée dans le développement de produits de nutrition et santé. Son expertise dans les domaines de la nutrition et gastro-entérologie pédiatrique est reconnue depuis plus de 20 ans.

Novalac est engagé dans la recherche médicale à l'échelle internationale avec des centres de développement en France, en Allemagne et à l'international avec des études cliniques sur tous les laits Novalac en Europe et dans le monde, pour l'amélioration continue de ses formules.

I. T.

SOUS LE THEME DU «FESTIVAL DES TABLES D'ALGÉRIE»

AFIA International Algeria sélectionne les cinq finalistes

A L'ISSUE de ce concours, le gagnant remportera une somme de 500 000 DA.

■ HANANE ABERKANE

A l'issue de ce concours, le gagnant remportera la somme de 500 000 DA. Afia International Algeria a procédé hier à l'étape régionale pour sélectionner les cinq candidats qui vont disputer le titre du meilleur cuisinier amateur.

Après avoir sillonné cinq régions de l'Algérie : la région Centre (Alger, Blida). La région de Kabylie (Tizi Ouzou, Béjaïa). La région de l'Est (Constantine, Batna). La région de l'Ouest (Oran, Tlemcen) et la région du Sud (Biskra, Ghardaïa) à la recherche et la rencontre des amoureux et des amateurs de la cuisine algérienne, des centaines d'inscriptions ont été enregistrées lors de la phase annonce du Festival meydete bladi organisé par Afia.

Les candidates et candidats sélectionnés ont été conviés dans leurs villes respectives à présenter leurs tables , L'évaluation des tables s'est faite par un jury expert, notamment la présidente du Festival meydate bladi de Afia : Mme Rezki accompagnée de Mme Laïfaoui et le chef cuisinier Ikram, se basant sur les critères suivants : le choix du plat (goût et santé), la présentation des assiettes, la décoration de la table, les tenues… etc.

Quatre gagnants ont été sélectionnés dans chaque wilaya, soit un total de 40 sur les 10 villes, ces derniers vont maintenant passer à l'étape régionale dans laquelle s'affronteront les huit candidats de chaque région, en préparant des plats sur place dans des salles aménagées spécialement pour l'occasion aux couleurs de Afia, afin d'élire un gagnant par région pour être qualifié à la finale qui se tiendra à Alger le 30 janvier 2014 pour pouvoir remporter un chèque de 500 000 DA offert par Afia.

Cette entreprise qui organise pour la première fois, a pour objectif, selon Melle Meriem Saïdi, responsable du marketing de partager les valeurs, la diversité et la convivialité des différentes régions du pays. « *Il s'agit d'un projet ambitieux permettant de valoriser le patrimoine culinaire algérien et révéler des femmes et des hommes qui participent à l'exceller* » ajoute notre interlocutrice rencontrée à l'étape régionale organisée hier au forum d'*El Moudjahid*.

Au cours de cette étape, des plats traditionnels ont été préparés par les huit candidats sous les yeux attentifs des jurys nationaux . Dans cette phase, les candidats sélectionnés ont été invités à présenter leur table, tant en termes d'habillage et de décoration qu'en termes de menus exposés. Ils ont traduit à travers leurs tables, toute la culture et les traditions culinaires de leurs régions.

L'évaluation des tables s'est faite par des jurys compétents, se basant sur les critères suivants : le choix du plat, le goût et la saveur, la présentation des assiettes, la décoration de la table, les tenues… etc..

Les cinq candidats gagnants s'affronteront dans un second temps en phase finale sous le thème « Festival meidates bladi » qui aura lieu à Alger le 30 janvier. Chaque finaliste sera parrainée par une école de cuisine régionale, Elle accompagnera et assistera la candidate tout au long de la préparation jusqu'à la présentation du plat. Le lieu du concours final sera aménagé en cinq espaces dédiés aux cinq régions algériennes.

Ces espaces seront décorés et habillés selon la culture et les traditions de chaque région, donnant l'impression de voyager réellement à travers les traditions et les coutumes culinaires de chaque région.

Pour départager les candidats, un jury a été spécialement créé pour l'occasion. Il se compose de divers membres dont la perle de la cuisine algérienne Mme Rezki, le chef cuisinier Ikram Abdelghafour, un passionné des mets de la cuisine internationale et Mme Laïfaoui. Le candidat ou la candidate qui aura gagné remportera un chèque de 500 000 DA.

H. A.

L'UGCAA APPELLE LES DÉPUTÉS À REVOIR LA LOI DE 1963

15 milliards de DA ont été dépensés en pétards en 2012

La commercialisation des pétards et des produits pyrotechniques qui continuent à passer nos frontières par le biais de l'informel, constitue un très grand danger pour l'économie nationale, notamment pour la santé du consommateur.

■ DJOUHER FERRAG

La loi qui a prohibé la vente et la fabrication des pétards et des produits pyrotechniques a prouvé son échec. « Cette loi qui *remonte à 1963 n'a pas réussi à interdire la commercialisation des produits dangereux* », c'est ce qu'a déclaré hier le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), El Hadj Taher Belanouar, lors d'une conférence de presse qu'il a animée en son siège sous le thème « Marché des pétards et des explosifs ». *« Ces produits dangereux continuent à inonder les rues et les quartiers à chaque fête du Mawlid Ennabaoui»*, a-t-il déploré et cela malgré les efforts déployés par les autorités pour mieux filtrer le passage de ces produits.

Pour pallier ce phénomène, le conférencier a lancé un appel aux députés de revoir la loi du 2 août 1963 qui interdit la vente et la fabrication de toutes formes de pétards. *« On demande la régularisation de cette activité en établissant une loi qui permet l'importation des produits qui ne sont pas dangereux »*, a-t-il préconisé. *« C'est le seul moyen qui permettra de mettre cette activité sous le contrôle »*, a-t-il justifié. Selon l'interlocuteur, l'importation de cette marchandise, représente un danger pour l'économie du pays. Il a fait savoir, à ce propos, que *« rien que pour l'année dernière, 12 à 15 milliards de DA ont été consacrés à l'importation des pétards »*.

Elle ne représente pas uniquement un danger sur l'économie du pays, elle peut également occasionner un danger sur la santé des citoyens. *« Ces pétards peuvent être fatals pour la vie des consommateurs »*, a indiqué M. Belanouar.

Plusieurs accidents tels que des brûlures, voire même des décès ont été recensés lors de la fête du Mawlid Ennabaoui en raison de l'utilisation de ces produits. Pour cause, le porte-parole de l'Ugcaa a appelé, en marge de cette conférence, les citoyens à la vigilance. *« Les jeunes manquent de culture de l'utilisation de ces produits »*, a-t-il ajouté, tout en poursuivant que ces derniers *«d'une façon anarchique les jettent entre les pieds, dans les maisons et dans les sacs à main des femmes qui passent »*. Chose qui peut causer des blessures graves pour ces personnes. La diminution de ces produits dans les marchés, qui est due au renforcement de contrôle des Douanes a acheminé la flambée des prix de ceux-ci. Cela dit, ce n'est pas cette flambée qui va empêcher les citoyens de s'en procurer.

En effet, ces derniers se bousculent pour débourser une fortune afin d'acheter toutes sortes d'explosifs. *« C'est du pur gaspillage »*, a jugé le conférencier. Pour lui, le citoyen est également responsable face à cette situation. *« C'est lui qui encourage les importateurs d'aller vers ce créneau d'activité »*, s'est-il indigné. Il a, en outre, accusé les autorités locales d'être également responsables.

Selon lui, ces derniers ne sont pas fermes dans leurs mesures d'éradication des marchés illicites. Par ailleurs, les citoyens voient en ces pétards un produit indispensable pour que la célébration de cette fête soit accomplie.

D. F.

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2964

THIBESSBEST

EN L'HONNEUR DES ANCÊTRES

LA MAISON de la culture Mohamed Chebouki de Tébessa, abritera un important événement historique cher à tous les Algériens.

AMAR CHEKAR

Yennayer 2964 arrive. Cher à tous les Algériens et Algériennes où qu'il soient dans le monde, le peuple amazigh connaît un renouveau puisqu'il continue de renaître de ses cendres, malgré toutes les pressions et dictatures qui rejettent la vérité historique millénaire.

Programmé du 10 au 13 janvier à Tébessa à l'extrême est du pays, « Thibessbest » en langue amazighe, accueillera un important événement qui sort de l'ordinaire.

Sortant de la Kabylie vers les wilayas des quatre coins du pays, chaque année comme à son accoutumée, le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) a concocté un riche programme qui devra donner un sens à l'histoire de Tébessa.

Cette ville n'est pas forcément dans une région qui fait sienne la contrebande à l'instar des wilayas de l'Ouest telles que Tlemcen qui connaît le phénomène.

Tébessa, c'est aussi, des citoyens qui tiennent énormément à leur histoire, unité et identité originelle, dans toute sa dimension surtout dans les moments difficiles, tout en respectant les différences des peuples. Les portes de l'année 2964, typiquement amazighe, dans toute sa composante, le roi numide Crachina donna une véritable leçon de courage et de lutte pour la dignité et la liberté des peuples africains et de l'Afrique du Nord en particulier. La manifestation verra l'organisation de plusieurs rencontres culturelles : des conférences, des ateliers d'initiation à la lecture et l'écriture amazighes, des projections de films et des représentations théâtrales.

Le couscous, le plat préféré par excellence pour Yennayer

Le programme proposé par le HCA est très riche et certaines activités sont d'une grande originalité, ce qui enchantera le public de Tébessa. Le passage obligatoire à la nouvelle année se veut être une journée qui augure, suivant la culture ancestrale des Amazighs, le labeur et la prospérité.

De grands artistes qui viendront de plusieurs régions du pays telles que Timimoune, Ghardaïa, seront au rendez-vous. A l'image du défunt Mohamed Medjahed (Momo), chroniqueur et spécialiste en art culinaire (à titre posthume), Abdenacer Guedjiba, chercheur en linguistique amazighe, variante chaouie, Dida Badi, chercheur en anthropologie, spécialisé dans le monde touareg, Aïssa Brahimi, chanteur-compositeur et pionnier de la chanson moderne chaouie, ainsi que d'autres artistes du domaine qui projetteront leurs films et 4e art qui donneront certainement du punch aux nombreux fans et adeptes des valeurs artistiques et culturelles de toute l'Algérie.

Yennayer 2964 s'inscrit comme un coup de projecteur sur les Nememchas, fraction de la grande confédération amazighe des Zénètes et des Houaras, qui habitent aujourd'hui les régions de Tébessa et autres régions chaouies à explorer absolument. Bonne année 2964 aux Algériens.

A. C.

BÉJAÏA

Une date symbole

L'ÉVÉNEMENT, comme d'ordinaire, offrira l'occasion de célébrations joyeuses et d'échanges de visites et de souhaits.

BOUALEM CHOUALI ET AREZKI SLIMANI

Cette fête ancestrale est traditionnellement perçue en Basse Kabylie comme une occasion de grandes retrouvailles familiales autour d'un dîner bien spécial : le couscous d'orge au poulet qu'on appelle communément Imensi Yennayer. A l'instar de nombreuses wilayas du pays, Béjaïa s'apprête à célébrer, elle aussi, le Nouvel An amazigh, qui coïncide avec le 12 janvier. Comme tous les Amazighs qui se respectent, les citoyens de la Basse Kabylie ne comptent, en aucun cas, rater cette date symbole, qui, non seulement, annonce le début d'une nouvelle année que tout un chacun espère porteuse d'espoir, mais aussi, et c'est là le plus important, rappelle qu'une civilisation millénaire est toujours dans les esprits avec toutes les valeurs qu'elle véhicule. Si les associations culturelles et les institutions étatiques mettent les bouchées doubles pour réussir l'événement, c'est en famille que la célébration sera plus présente avec tous ses aspects festifs, avec un accent particulier sur les valeurs à inculquer, devoir parental oblige, aux nouvelles générations. L'événement, comme d'ordinaire, offrira l'occasion de célébrations joyeuses et d'échanges de visites et de souhaits. A Béjaïa, les festivités seront au rendez-vous. Les localités où l'on a concocté un réel programme d'activités culturelles et ludiques pour marquer ce Nouvel An amazigh sont nombreuses. Mais c'est le collectif d'association de la ville côtière de Tichy qui a tenu à se surpasser pour créer une atmosphère festive au chef-lieu de la commune. Ce collectif composé de l'Olympique sportif de Tichy, l'association Tagmats n'Aït Amrous, les anciens Scouts musulmans, l'association Tides, l'association Ecologie associé à la CSP de la même ville pour établir un programme spécial Yennayer, qui s'est étalé sur trois jours et ce à partir de vendredi dernier. Musique, théâtre, chorales, poésie, conférences, expositions thématiques et dégustation de mets traditionnels seront au menu de cette manifestation qui draine tous les habitants et les visiteurs de cette station balnéaire. Une ambiance similaire rythmera aussi la municipalité d'Akfadou, Sidi Aïch, Akbou, Kherrata, El Kseur, Tichy ou Aokas.

La célébration sera plus présente avec tous ses aspects festifs

En outre, le chef-lieu de wilaya ne sera pas en reste puisque comme chaque année, la Maison de la culture a concocté un programme aussi riche que varié. Un programme d'activités culturelles et artistiques élaboré pour cette occasion et qui se tient du jeudi 9 au dimanche 12 janvier 2014 dans l'enceinte de la Maison de la culture Taos Amrouche. Outre une exposition permanente de photos, poterie, tapisserie, bijoux, livres sur histoire Amazighs, plats traditionnels, figues, huile, au menu aussi des ateliers de contes en kabyle pour enfants animés par Billal, Sketch animé par la troupe El Ahlam, défilé de mode, poésie, spectacle pour enfants animé par le trio magique de Béjaïa et autres galas artistiques programmés chaque fin de journée animés par des chanteurs locaux. Par ailleurs, une cérémonie de dégustation des crêpes traditionnels « Tighrifine » est prévue pour le jour de l'An berbère, soit le 1er Yennayer 2964 correspondant au 12 janvier 2014. La célébration du premier jour du calendrier agraire nord-africain sera marquée, sans aucun doute, par les traditionnels appels du mouvement associatif et des étudiants à en faire une journée fériée, chômée et payée. Il y a lieu de noter également que certains établissements scolaires et administrations locales seront au repos comme cela est de coutume depuis les événements d'avril 2001. Cette fête ancestrale, vieille de 3 000 ans, qui est diversement célébrée et les rites diffèrent d'une contrée à l'autre, est traditionnellement marquée en Basse Kabylie par des pratiques aussi vieilles dans le temps. La veille de Yennayer, le 11 janvier au soir, est depuis toujours l'occasion de grandes retrouvailles familiales autour d'un dîner bien spécial : le couscous d'orge au poulet. Yennayer est la première fête du calendrier agraire nord-africain ou amazigh qui dérive du calendrier julien de l'époque romaine. Les historiens soulignent à ce propos l'origine latine des noms de mois utilisés de nos jours par la communauté amazighophone : yennayer (januarius), furar (februarius), maghres (martius), yebrir (aprilis), chtember (september), ktuber (october), wamber (novembris) et djumber (décembris). D'autres références historiques soulignent aussi que les peuples d'Afrique du Nord ont commencé à célébrer Yennayer comme étant le jour de la naissance du premier royaume amazigh sous l'autorité d'un roi libyen nommé Chachnaq, qui avait libéré son territoire de la domination des pharaons, 950 ans avant J.-C. Depuis cette époque lointaine, les populations maghrébines fêtent leur indépendance par des festivités traditionnelles.

B. C. et A. S.

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2964

ORAN

DE MEDINA J'DIDA À EL HAMRI

CETTE CÉLÉBRATION permet au public d'assister à des activités thématiques organisées par la direction de la culture et l'association locale Numidya.

WAHIB AÏT OUAKLI

Fidèles à la tradition, les familles oranaises s'apprêtent à célébrer Yennayer dont les prémices sont déjà visibles à travers les différents marchés populaires de la capitale dans l'ouest du pays. Les préparatifs du Nouvel An amazigh, qui bouclera son 2964e cycle le 12 janvier prochain, se traduisent par un regain de l'activité commerciale des produits forts prisés par les consommateurs en cette période, notamment les arachides et les fruits secs. L'aubaine est saisie d'abord par les marchands de gros en alimentation générale qui s'approvisionnent plusieurs jours à l'avance avant de fournir les étalages des principaux marchés tels ceux de Medina J'dida, de la rue des Aurès (ex-La Bastille) et d'El Hamri. Les détaillants accordent, dans ce cadre, une attention particulière à l'emballage et à la présentation des produits. Les uns et les autres rivalisant d'ingéniosité pour attirer la clientèle, certains offrant même, en guise de bienvenue, une plante ornementale locale comme celle du palmier nain (doum). « Les commerçants savent que pour être bien achalandés, ils doivent se mettre dans l'ambiance en exposant la plus grande variété d'aliments avec la meilleure visibilité possible», observe un père de famille. Le prix a également son importance, ajoute ce fonctionnaire venu, dit-il, en «prospection» dans la rue des Aurès, expliquant que «quand la famille est nombreuse, il faut savoir combiner les achats et ne pas faire dans la démesure de sorte à ne pas grever le budget». La foule des consommateurs qui s'agglutinent devant les étals à l'approche de Yennayer montre cependant qu'il est difficile de résister à la tentation, tant cette tradition est porteuse d'un bonheur intense dans la maisonnée. Dans les foyers, en effet, la célébration crée une ambiance conviviale exceptionnelle autour de la «maïda» servie à l'occasion avec un menu typiquement local appelé «cherchem», un repas à base de grains de blé bouillis mélangés aux pois chiches et aux fèves. Ce plat qui est réservé en général pour le dîner s'accompagne de la cérémonie, tant attendue par les enfants, de distribution du «m'khalet», à savoir un mélange de friandises et de fruits secs dont bonbons, chocolat, amandes, pistaches, noix, noisettes, dattes, cacahuètes, halva et autres châtaignes et figues sèches. La tradition veut également que les confiseries offertes soient disposées dans de petites bourses en tissu, petits sacs opaques dont le cordon de fermeture sera desserré avec empressement par les petits sous le regard amusé des parents. La célébration du Nouvel An amazigh permet, en outre au public d'assister à des activités thématiques organisées chaque année en cette circonstance par la direction de la culture et l'association locale Numidya. Des expositions de produits artisanaux, des représentations théâtrales, des récitals poétiques, des concerts de musique et des défilés d'habits traditionnels sont proposés dans ce cadre à travers les différents établissements culturels de la ville. Ces manifestations qui mettent en relief la richesse du patrimoine ancestral algérien comprennent aussi des conférences, des sorties vers les sites et monuments historiques et des projections de films. Le tout clôturé par la dégustation d'un couscous préparé à l'ancienne selon une recette spécial Yennayer. Ces activités constituent également une opportunité pour s'imprégner de l'origine du calendrier amazigh, que les historiens s'accordent à situer vers 950 ans av J.-C. date à laquelle, selon une piste de recherche dominante, le roi berbère Chachnaq a vaincu le pharaon d'Egypte. **W. A. O.**

Dans les foyers, la célébration crée une ambiance conviviale exceptionnelle autour de la «maïda»

TLEMCEN

Les Béni Senous perpétuent Ayred

Les festivités célébrant le Nouvel An berbère sont organisées chaque année un peu partout dans le pays. A Tlemcen, la tribu des Béni Senous, occupant une bonne partie du sud-ouest de la wilaya de Tlemcen perpétuent la tradition d'Ayred, ou encore le lion en organisant son habituel carnaval annuel, dédié au courage et à la puissance. Dans ce rituel, sont mêlés des chants que l'on dit sacrés et autres rites. Des jeunes et moins jeunes, déguisés de la tête au pied en peaux de bêtes, sillonnent les artères principales du village de Lakhmis, petit bourg abritant le chef-lieu de la commune de Béni Senous. Ayred, qui est devenu une coutume incontournable de la vie sociale des habitants de la commune de Béni Senous, porte dans ses dimensions la célébration de Yennayer, qui inaugure le calendrier agraire toujours largement consulté et pris en compte dans les pays d'Afrique du Nord. Ainsi, à la tombée de la nuit, des jeunes et moins jeunes, tous masqués, sortent dans les rues étroites de Lakhmis. Ils se mettent à danser à une cadence magique en chantant à haute voix.

La procession prend le départ à partir du sanctuaire du village. Éclairés par des flambeaux en alfa, les acteurs entrent en transe.

Les Ayred, choisis parmi les plus grands et les plus forts du village, prennent les devants de la foule. Parmi eux, la lionne enceinte, une femme au ventre arrondi, fait l'objet d'une attention particulière. Dans cette mise en scène, des symboliques sont à relever, notamment lorsque le lion est attristé. «Les gens implorent la ferttilité de la terre nourricière», explique -t-on. Un vif tumulte s'ensuit lorsque la foule se met à scander *«Ayred! Ayred!»*.

La lionne danse au ralenti, tout en exprimant douloureusement le mal qui la terrasse, l'heure de son accouchement est venue. Autour d'elle, les lions s'évaluent et se bousculent tout en se défiant en exhibant leur puissance et leurs muscles. Le lionceau est né, les lions livrent des combats singuliers qui finissent par l'intronisation du vainqueur qui devient Ayred Amokrane, le grand lion. Celui-ci, qui impose son autorité sur la tribu, prend la tête de la procession qui rend visite à toutes les maisons en scandant: *«Ouvrez vos portes, nous sommes arrivés !»*. Aucune des maîtresses de maisons ne s'oppose à la demande des Ayred.

Tard dans la nuit, la foule se disperse et les masques sont remis dans le sanctuaire avant de passer au «qalmun», la quête. Le sage est le seul à avoir droit de regard sur les offrandes récoltées avant de procéder à leur distribution équitable aux familles nécessiteuses.

A Béni Senous, le rituel qui est très populaire a résisté des siècles durant avant de connaître une petite éclipse aux périodes marquées par la chasse lancée contre les «lumières» dans les années 1990...

W. A. O.

CONSTANTINE

«SELF EL MAÂZA»

IKRAM GHIOUA

Comme chaque année la ville de Constantine et à l'instar des autres villes, du pays s'apprête à célébrer la traditionnelle fête de Yennayer. Comme chaque région, la ville des Ponts a sa propre spécificité pour honorer cette fête, et qui demeure chère aux Constantinois. Cette tradition correspond, selon le calendrier amazigh, à l'an 2962, qui marque le jour de l'An du calendrier agraire utilisé depuis l'Antiquité par les Berbères. Elle est synchronisée par l'organisation de diverses manifestations. Certaines sont à l'initiative des centres culturels, d'autres par des associations. Les festivités argumentent, les us et coutumes berbères, par des récitals poétiques en langues arabe et amazigh des expositions sur le patrimoine partagé par la mémoire collective. L'on prévoit des soirées artistiques, au grand bonheur des Constantinois. Yennayer, fêté le 12 ou le 13 janvier de chaque année, répond au 1er jour de janvier du calendrier Julien, aujourd'hui en décalage de 13 jours par rapport au calendrier grégorien. Pour commémorer la tradition, les familles constantinoises, partagent un repas abondant à base de couscous et de volaille, pour symboliser la richesse de l'année qui se déconcerte. Outre sa portée culturelle et traditionnelle, on raconte que le Nouvel An berbère, perpétue pour les Constantinois, le rituel d'une histoire liée à une «chèvre légendaire», cette chèvre, toute contente de ne pas avoir été trop malmenée par le froid glacial, ni emportée par les crues hivernales de Yennayer, correspondant à une bonne partie du mois de janvier, avait suscité l'ire de ce dernier. Fâché devant l'air narquois du caprin qui l'avait traité, à son ultime jour, «d'incapable de lui causer du tort», Yennayer lui avait juré «d'emprunter» une journée auprès de son «frère Fourar». La chèvre, dit-on, se remit à trembler de froid et eut peur d'être emportée par des eaux en furie. Depuis lors, ce jour, qualifié de «self el maâza» à Constantine et dans sa région, est fêté par la confection de succulents repas, à base de pâte très fine cuite légèrement sur un tadjine (plat) en acier avant d'être grossièrement découpée et arrosée de sauce à base de viande de mouton et de volaille... Or, les mythes liés au mois de Yennayer diffèrent d'une région à une autre. On dit aussi que c'est la raison qui fait que février soit le mois le plus court de l'année à 28-29 jours. Le dîner du 1er jour de Yennayer en berbère est avant tout une fête culturelle qui évoque, selon certains, les premières manifestations connues de la civilisation berbère, au temps de l'Egypte ancienne. Yennayer prendrait naissance, il y a maintenant 2962 ans, le jour de l'accession, en l'an 950 av. J-C, d'un Berbère, Chechonq Ier (Cesnaq en tamazight), au trône de l'Egypte antique. Ça demeure en tout cas, pour Constantine une fête qui fait partie du patrimoine immatériel dont la célébration ne se discute pas ! **I. G.**

QUE REPRÉSENTE POUR NOUS YENNAYER ?

LA SYMBOLIQUE D'UNE FÊTE

«Une société idéale n'est point, comme on pourrait le penser, étrangère à notre patrimoine historico-culturel. Il suffirait, en effet, de rechercher, d'inventorier et, d'approfondir auprès des personnages âgés, dans nos contes, nos légendes, nos adages, et l'on décèlerait à coup sûr des valeurs qui, si elles étaient mises en pratique intelligemment, ne manqueraient point de nous faciliter l'édification d'une société cohérente, en paix avec elle-même»

Kaïd Ahmed (*Conférence sur la Révolution culturelle, Oran 1970*)

■ KAMEL BOUCHAMA *

Yennayer demeure pour nous une fête pleine de symboles et… de fierté

Yennayer, un «*mot*» qui est lâché chaque année au milieu d'un monde qui sait pertinemment qu'il lui appartient, mais qui, peut-être, ne connait pas sa bonne signification et encore moins sa véritable symbolique, après tant de siècles qui ont fait l'Histoire de notre région. Oui, Yennayer n'est pas bien connu, même si nous le célébrons, assidument, chaque année, dans la majeure partie de notre territoire national.

Alors nous disons à ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, ne savent ni l'origine ni la raison de cet événement qui est consacré, naturellement, par les Algériens et peut-être même par d'autres Amazighs de la profonde Berbérie en Afrique du Nord, qu'il nous vient des profondeurs de notre Histoire, du temps de nos ancêtres qui connaissaient leur origine et tenaient à en faire un facteur d'unité.

L'Islam des Berbères est un Islam pur

C'est ainsi qu'en prévision de quelques discours incongrus, voire lamentables, de certaines gens qui, par leur ignorance, peuvent aller dans la provocation, je vais expliquer, dans la mesure du possible, cet événement que notre pays fête d'une façon solennelle, parmi toutes ses traditions, et veille à ce qu'il soit entouré d'un maximum de respect. D'ailleurs, pour ceux qui ne le savent pas, Yennayer était fêté avec grand faste du temps où nous vivions sous le joug colonial, beaucoup plus qu'il ne l'est maintenant car, hier, nos parents tenaient absolument à manifester cette différence qui existait entre nous et ceux qui nous oppressaient. Ils tenaient surtout à leur dire que nos origines, dans ce pays, nous viennent de la nuit des temps, c'est-à-dire des profondeurs de l'Histoire, celle qui reconnait à notre peuple la paternité des territoires que la France a occupés, par la force, la persécution et l'injustice, à partir de cette année de 1830.

Cela dit, qu'il me soit permis, dans un autre contexte, et au nom de cette identité nationale, que je dois défendre, comme tout Algérien fier de ses racines et de ses ancêtres, de crever cet abcès qui nous fait souffrir depuis très longtemps. Pour cela, je dois développer des vérités que plusieurs ne connaissent peut-être pas, ou feignent d'ignorer. Alors, je leur propose une petite explication sur ce qu'est notre Histoire ancienne, afin qu'ils sachent, une fois pour toutes, que Yennayer qui n'est pas un rite religieux, dont quelques ignorants l'assimilent aux fêtes païennes célébrées dans le monde des mécréants et des «ennemis de Dieu», est une tradition fondamentalement berbère qui ne peut être comparée au «Kofr», à ce blasphème et à cette dissidence qui s'oppose au Tout-Puissant. Et qu'ils sachent que l'Islam des Berbères est un Islam pur, irréversible et, de surcroit, ne connaissant aucune «fioriture», et encore moins ces «fantaisies» qui nous viennent de ces différents schismes qui ont déclassé notre religion à un rang qui, hélas, n'est pas le sien. Yennayer demeure pour nous une fête pleine de symboles et… de fierté, parce que nous appartenons à cette ethnie dont les vrais musulmans – pas les autoproclamés – disent beaucoup de «bonnes choses» qui réfutent tous les commentaires désobligeants, s'ils venaient à exister, concernant cet événement traditionnel qui, encore une fois, n'est pas païen.

Écoutons Ali Ibn Abi Taleb (*Dieu l'agrée*), concernant ceux qui fêtent Yennayer, c'est-à-dire nos ancêtres : «*Ô gens de La Mecque, ô gens de Médine, je vous recommande de vous bien vous conduire envers Dieu et envers les Berbères, car ils vous apporteront du Maghreb la religion de Dieu après que vous l'aurez laissé perdre. Ce sont eux qui ne tiendront compte de personne, si ce n'est de l'obéissance à Dieu.*» Quant à Aïcha, mère des croyants, (*Dieu l'agrée*), elle disait : «*Les Berbères savent accueillir les hôtes, frapper avec le sabre et brider les rois, comme on bride les chevaux.*»

Elle est fêtée partout

Yennayer est une des belles traditions, parmi toutes celles qui existent et persistent à demeurer vivantes en notre pays. Et nous la célébrons partout, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. En somme, c'est une grande fête – pour peu que l'on sache la célébrer et la respecter – qui répond à ces nombreuses interrogations sur notre identité nationale. Et ce qu'on peut livrer à tout le monde, principalement aux jeunes pour qu'ils sachent les fondements de leur authenticité, est que notre peuple est là, dans cette partie de l'Afrique du Nord, depuis la nuit des temps, selon les historiens. Ainsi, nous étions bien là…, dans ce pays qui est le nôtre, depuis plus de 10 000 ans ! Nous étions encore là, depuis presque 3 000 ans, c'est-à-dire le début du calendrier berbère ou agraire qui a commencé en 950 av. J.-C, date de l'arrivé du pharaon berbère Sheshonq 1er, fondateur de la première dynastie berbère d'Égypte.

Aujourd'hui, en cette année grégorienne de 2014, nous sommes exactement en 2964, dans notre calendrier berbère (*ou agraire*), et que l'on veuille ou pas – c'est nécessaire de parler à haute voix à ceux qui nient cette vérité – l'année berbère commence le 14 janvier de chaque année, pour être fidèle avec l'Histoire et nos ancêtres. Oui, elle sera fêtée partout, mais beaucoup plus chez nos paysans, qui comprennent mieux que quiconque la symbolique de cette journée qui les attache davantage à la terre qu'ils aiment tant, cette terre qui est un élément fondamental dans notre patrimoine matériel et immatériel et dans l'identité de notre nation. En effet, l'Histoire est là, omniprésente, et notre passé finit toujours par nous rattraper… Ainsi, l'Histoire et le passé nous connaissent, depuis des siècles, et non pas, seulement, depuis l'avènement de l'Islam, selon certains, à l'esprit mal tourné, pour qui notre peuple et ses territoires n'existaient pas. Il faut que ceux-là, qui vivent dans la négation du passé, sachent, une fois pour toutes, qu'à une certaine époque, nous avons occupé un grand territoire qui allait de l'ouest de la vallée du Nil – de l'oasis de Siwa, plus exactement – jusqu'à l'Atlantique et l'ensemble du Sahara, de même que nous avons fondé de puissants royaumes, formés de tribus confédérées. Nos ancêtres les Berbères étaient connus dans l'Antiquité sous les noms de Libyens, Maures, Gétules, Garamantes ou encore Numides.

Et donc, ces ancêtres nous ont laissé des noms, des repères, des habitudes, des mœurs, et surtout des adresses, comme on dit dans le langage moderne. Ce n'étaient pas des tribus qui disparaissaient avec le temps et les guerres, sans laisser de traces. Ils nous ont laissé Yennayer que nous fêtons avec joie et… respect, avec faste dans certaines régions du pays, à Beni Snous, par exemple, puisque, dit-on, c'est là l'origine du pharaon Sheshonq 1er. Et pourquoi ne le fêterions-nous pas quand tous les peuples anciens comme nous, célèbrent jusqu'à présent les leurs ?

Les Égyptiens fêtent chaque année, même aujourd'hui, «Shem en-Nassim», (La senteur de la brise) qui est sans conteste l'une des fêtes les plus anciennes au monde. Elle est connue et célébrée depuis 4 500 ans…, depuis le temps des pharaons, en tant que fête du renouveau. C'était une fête agraire car les anciens espéraient que la crue du Nil (*fin août-début septembre*) serait suffisante pour une bonne mise en culture et de bonnes récoltes. Ainsi, ils célébraient l'éveil de la nature, la naissance ou la renaissance.

Les nouvelles générations

Les gens du Nord ont aussi leurs fêtes, très anciennes, et ils les célèbrent dans le plaisir pour renouer avec leurs traditions qu'ils immortalisent par les ambiances des plus détendues et des plus culturelles afin de faire bénéficier les nouvelles générations qui seront des facteurs de continuité. Ainsi, les Gaulois, tous les Gaulois, fêtent encore l'Equinoxe, 2000 ans après l'invasion romaine.

N'est-ce pas donc, pour ce qui nous concerne, que nos grandes fêtes traditionnelles sont autant d'éléments du patrimoine algérien qui témoignent de la vivacité de la culture amazighe ? En effet, et puisque nous le croyons, faisons comme tous les peuples cultivés qui reviennent à leurs us et coutumes ancestraux, symboles déterminants de leurs origines. Ainsi, nous pouvons ressembler à cette oasis d'authenticité qui se traduit, entre autres, par un peuple fier, attaché à ses valeurs, et ainsi, nous clamerons que notre pays n'est pas né du néant par la grâce d'une quelconque mission «civilisatrice», ni par celle d'une «fetwa» de quelques illuminés. Notre pays a une Histoire plusieurs fois millénaire !

Un peuple attaché à ses valeurs

Ah, que n'a-t-il pas fait Yennayer, surtout après les assauts d'une certaine faune d'exégètes à l'esprit obtus, façonnés dans le moule de l'obscurantisme ? Que n'a-t-il pas fait pour nous rassembler autour du «nif» et de la fidélité aux principes et à nos constantes qui, tels pourraient être les premiers qualificatifs de ce peuple berbère ? Il a fait beaucoup, effectivement, car à partir de cette idée forte de ressouder la nation, l'Algérien doit constamment se sentir responsable pour éviter la déréliction. Il doit se sentir utile à autrui, à l'image de «*ces centaines de millions d'hommes et de femmes, fiers usagers d'une culture née libératrice, la culture de l'Islam*», et puiser ses éléments culturels initiaux dans le riche patrimoine jalousement conservé, à travers les siècles, par la mémoire collective de notre peuple.

En dehors de ces nobles sentiments, nous ne pouvons rien faire pour faire émerger notre culture ancestrale. C'est en cette direction que feu Kaïd Ahmed, que l'on convie dans ce texte, accompagné de son esprit vif et appliqué, disait clairement, sans ambages, dans sa remarquable conférence sur la Révolution culturelle, en 1970 à Oran : «*Ce n'est point l'attachement aux modèles traditionnels positifs qui donne naissance à la* «folklorisation» *des esprits, mais plutôt l'aversion qu'on lui voue. Car cette aversion est traditionnelle ; au demeurant, elle ne peut se manifester que chez l'individu déraciné, c'est-à-dire tout simplement aliéné… Un tel individu vit physiquement au sein d'une société, et mentalement au sein d'une autre société, qualifiée par les savants de référentielle. Ainsi, l'homme qui déteste inconsidérément les modèles de sa matrice socioculturelle, est affecté de ce que les psychanalystes dénomment le dédoublement de la personnalité. Il est pareil à une chauve-souris, à la fois volatile et mammifère. Malheureusement, nombreux sont parmi, au sens large du vocable, ceux qui ont ce profil disgracieux. L'unicité de la personnalité, par contre, se rencontre nettement au sein des masses populaires, sauf peut-être chez les paysans, arrachés trop brusquement à leur milieu.*» En tout cas, Yennayer, cette fête traditionnelle toute simple, mais profondément lointaine dans le temps, sera constamment pour nous une occasion pour que nos chemins, sur la route de la mémoire, se croisent souvent, et ainsi nous rétablirons la vérité, après des décennies où l'oubli et l'indifférence, des erreurs monumentales qui traduisent la méconnaissance de notre Histoire, ont constitué également cet outrage à l'encontre d'un peuple attaché à ses valeurs.

K. B.

*** Auteur**

TROPHÉE DE LA VOITURE DE L'ANNÉE 2014

La première liste arrêtée

Le Club des journalistes automobiles algériens (Cjaa) est composé de journalistes spécialisés dans le secteur de l'automobile.

Entamant la procédure de sélection de la voiture de l'année 2014, le Club des journalistes automobiles algériens (Cjaa), vient d'arrêter la première liste composée de 31 voitures sur un total de 43 véhicules neufs commercialisés en Algérie entre le 1er janvier et le 31 décembre 2013 et qui sont susceptibles d'être éligibles pour cette distinction annuelle.

Ce tri a été effectué sur la base d'un certain nombre de critères, notamment le nombre minima d'exemplaires vendus ou escomptés sur le marché local selon les chiffres communiqués par les concessionnaires.

Une seconde sélection aura lieu dans les prochains jours pour dégager les sept modèles finalistes. Le « Trophée de la voiture de l'année » institué par le Cjaa en 2012 récompense la voiture vendue en Algérie et qui répond le mieux au canevas de critère arrêté, intégrant notamment la sécurité, le design, le prix, le confort et l'habitabilité, performances et le comportement, la qualité et la finition, l'écologie et la consommation…

La date de remise du trophée est prévue pour le 25 février 2014, fait savoir le communiqué du Club qui fait part d'une liste de 31 voitures en lice au trophée, à savoir l' Audi A3, la Chevrolet Trax, la Dacia Logan MCV, la Dacia Logan, la Dacia Sandero, le Dodge Dart, la Great Wall M4, la Great Wall H5, la Hyundai Elantra, la Jeep Grand Cherokee, la KIA Cerato, la KIA Carens, la Mercedes Classe A, la Mercedes CLA, la Mitsubishi Lancer EX, le Nissan Juke, l'Opel Astra Sedan, la Peugeot 2008, le Renault Captur, la Renault Symbol, la Seat Leon, la Seat Toledo, la Skoda Octavia, la Skoda Rapid, la Suzuki Swift, la Toyota Auris, la Toyota Corolla, le Toyota RAV4, la Toyota Verso, la Volkswagen Golf et enfin la Volkswagen Polo Sedan. Rappelons que la Clio 4 de la marque au Losange a remporté haut la main le trophée du meilleur véhicule de l'année 2013, après avoir répondu avec succès aux critères de sélection institués par le Cjaa, dont celui de la sécurité, du design, de la qualité de finition, de l'écologie, de la consommation, de la performance, ou encore du prix de vente.

Une année auparavant, c'est-à-dire en 2012, ce fut la 508 portant le badge de la marque au Lion qui aura ravi le trophée à bien des concurrentes.

La 508 l'avait emporté devant la Ford Focus, la Citroën C4, le KIA Sportage et la Nissan Micra. Le Club des journalistes automobile algériens (Cjaa) est composé de journalistes spécialisés dans le secteur de l'automobile et exerçant, aussi bien dans des organes spécialisés, magazines et sites Web que dans les principaux quotidiens nationaux, indépendants ou publics.

Il œuvre à la professionnalisation du secteur automobile dans notre pays en initiant notamment un certain nombre d'animations autour dudit secteur.

S. B.

SUÈDE

Hausse des ventes de Volvo en 2013

Les ventes du constructeur automobile suédois Volvo, en 2013, ont augmenté de 1,4 % par rapport à l'année d'avant, vient d'annoncer le groupe suédois.

Un total de 427 840 voitures ont été vendues en 2013, indique Volvo, qui ajoute que la Chine est devenue son premier marché. « *Après six mois consécutifs de croissance des ventes, nous pouvons annoncer une performance excellente lors de l'année écoulée et des résultats meilleurs que l'an dernier* », a souligné Alain Visser, responsable du marketing, ventes et service chez Volvo. « *Notre équipe en Chine a connu une croissance fantastique et nous continuerons à étendre notre présence là-bas* », a-t-il ajouté.

Aux Etats-Unis, les ventes de Volvo étaient en baisse de 10 % par rapport à 2012, d'où l'annonce du groupe suédois de son intention d'élargir la gamme de ses produits dans ce pays. La hausse des ventes de Volvo en Chine peut être expliquée par l'ouverture par le groupe suédois en 2013 de ses deuxième et troisième usines dans ce pays.

FAW

Le SUV Besturn X80 lorgne le marché algérien

Après le lancement officiel de son SUV Besturn X80 sur le marché chinois, en mai dernier, le constructeur automobile FAW s'apprête à le lancer en Algérie.

Le SUV Besturn X80 du constructeur chinois FAW est construit sur la même plate-forme du modèle X 70. Il reprend, à l'instar d'autres véhicules de la marque, la base de la Mazda 6 de première génération. Mazda ayant concédé une licence à FAW pour l'utilisation de la plateforme et des mécaniques. La conception du X80 est inspirée du concept-car X qui a été dévoilé au Salon de l'automobile de Shanghai en 2011. Ce produit, à vocation familiale, dispose d'une large grille de calandre chromée. Son design rappelle celui d'un crossover avec une garde au sol élevée. Les lignes fluides de sa carrosserie lui confèrent une silhouette dynamique et sportive. Son intérieur est spacieux et sécurisant. Une bande chromée longe toute la longueur du tableau de bord, en passant sur le volant auquel elle confère un aspect moderne et agréable. Un jeu de couleurs clair et foncé est utilisé sur les sièges et le capitonnage des portières. Un dispositif multimédia a été intégré pour assurer le confort du conducteur et des passagers. Mesurant 4,58 m de longueur, 1,82 m de largeur, 1,66 m de hauteur, avec un empattement de 2,67m, Besturn X80 a donc pour lui confort, espace et volume de coffre.

Un SUV confortable et sûr

La configuration du SUV Besturn X80 hérite de plusieurs fonctions utilisées sur d'autres modèles de la gamme Besturn avec un bouton de démarrage sans clé, un système de stationnement de frein à main électronique, le chauffage des sièges, la climatisation, un système audio CD avec interface audio USB, un système antivol électronique… Au plan sécurité, le véhicule est équipé de kits de sécurité ABS (antiblocage du système de freinage), EBD (répartition de la force de freinage électrique du système) et des airbags frontaux et latéraux.

Le X80 affiche un style résolument moderne

Ce SUV chinois couve une motorisation puissante et performante. L'on retrouve sous le capot les 2,0L et le 2,3L à 4 cylindres d'origine Mazda qui animent déjà la Besturn B90. Le moteur 2,0L est couplé à une transmission manuelle à 6 vitesses, alors que le moteur 2,3 L est couplé à une boîte automatique à 6 vitesses. La puissance du moteur atteint un pic de 118 kW/6500 rpm et un couple maximal de 207 Nm/4000 rpm. Cette mécanique n'est pas pour autant très gourmande en carburant. FAW (First Automotive Works) née en 1953, est une entreprise étatique chinoise spécialisée dans la construction automobile. Basée à Changchun, chef-lieu de la province du Jilin en Chine du Nord-Est, FAW a créé des joint-ventures avec Volkswagen, Audi, Toyota et Mazda. Le groupe fabrique tous les segments de véhicules dont des camions, des voitures, des berlines, des bus et des mini-véhicules. Le groupe emploie 130 000 dans le monde et vend ses produits dans plus de 70 pays. L'entreprise est valorisée à hauteur de près de 15,5 milliards de dollars US. En 2012, plus de 2,66 millions d'unités ont été vendues et son chiffre d'affaires a atteint 62 milliards de dollars US.

BRÈVES

CORÉE DU SUD

Le sélectionneur souhaite le retour de Ji-sung Park

Le sélectionneur de la Corée du Sud Hong Myung-bo veut convaincre l'ex-international Park Ji-sung de revenir sur sa décision de mettre un terme à sa carrière internationale et le pousser à participer à la Coupe du Monde 2014 au Brésil, rapporte la presse locale.

Le coach coréen va rencontrer l'ancien capitaine de la Corée du Sud probablement en mars prochain, pour évoquer avec lui un possible retour en sélection nationale en prévision de la Coupe du Monde 2014. « Parc a apporté de grandes contributions au football dans ce pays , et ça pourrait être sa dernière chance de jouer une Coupe du Monde » a déclaré Hong Myung-bo à la presse. Mais le milieu de terrain du club néerlandais du PSV Eindhoven, à la retraite internationale depuis janvier 2011, a dit à plusieurs reprises qu'il ne reviendra pas à la Coupe du Monde cet été, même si Hong le lui demande. Agé de 33 ans, Park Ji-sung a évolué notamment à Manchester United et Queens Park Rangers.

Au Mondial 2014 au Brésil , la Corée du Sud évoluera dans le groupe H avec la Belgique, l'Algérie et la Russie.

INTER MILAN

Taïder forfait face à Chievo Vérone

Le milieu de terrain international algérien de l'Inter Milan Saphir Taïder, blessé aux adducteurs gauches, a repris les entraînements avant-hier en solo, et reste forfait pour la réception du Chievo Vérone, demain pour le compte de la 19e et dernière journée de la phase aller de la Serie A, a rapporté hier la presse transalpine.

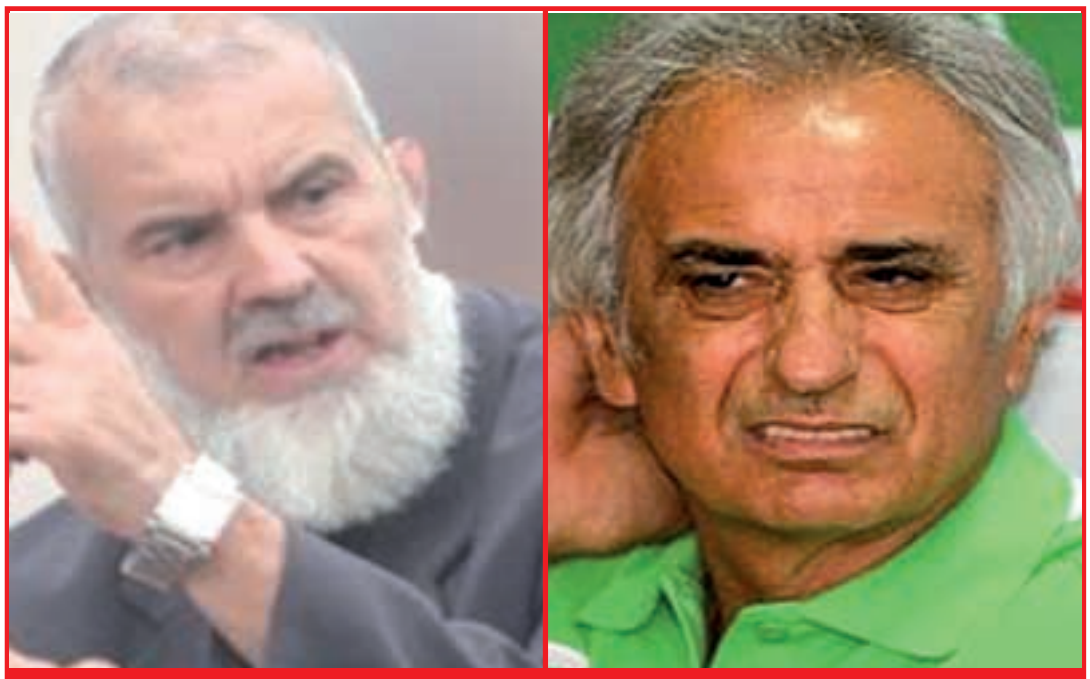
Taïder, 21 ans, était rentré des vacances de fin d'année en traînant une blessure contractée pendant l'entraînement personnalisé qu'il effectuait sur la base du programme du préparateur physique, Giuseppe Pondrelli. Il a commencé à suivre un programme de récupération, loin du groupe et son club n'a toujours pas précisé la durée de son indisponibilité. L'international algérien a manqué les deux dernières sorties du club lombard, face à la Lazio de Rome en championnat (défaite 1-0), en coupe d'Italie devant l'Udinese (défaite 1-0). Cette blessure est un coup dur pour Walter Mazzarri puisque l'ex-joueur de Bologne constitue une pièce essentielle dans l'échiquier de l'entraîneur « nerazzurro », qui l'a fait jouer titulaire dans pratiquement toutes les rencontres de la première partie du championnat.

MALGRÉ LES DERNIERS APPELS AU CALME

Laroum enfonce Halilhodzic

Boualem Laroum na pas pu se soumettre à l'obligation de réserve que sa fonction de cadre du football lui imposait d'observer.

BACHIR BOUTEBINA



Les sévères critiques de l'ex-DTN envers Vahid

Tout le monde sait que le Bosnien Vahid Halilhodzic ne s'est pas fait seulement des amis autour de lui depuis sa prise en main de l'EN. L'actuel sélectionneur des Verts a eu des rapports très difficiles avec la plupart des médias algériens, notamment avec certains de nos confrères de la presse écrite sportive. Une tension devenue de plus en plus palpable dans les rapports avec la presse, et qui avait d'ailleurs connu son point culminant, il y a tout juste une année, lors de la CAN 2013, sur le sol sud-africain.

A cette époque, les relations presse-Halilhodzic avaient pris un très sérieux coup de froid, au point où le technicien Bosnien avait pris ses distance avec les médias algériens. Après la CAN sud-africaine, et les critiques dont ont fait l'objet les Verts et le sélectionneur de l'EN, il a fallu tout le savoir-faire de Mohamed Raouraoua et ses prises de position en faveur du technicien bosnien pour que le calme revienne quelque peu. Mais la tension était toujours palpable à chaque fois, notamment quand la presse reprochait à chaque occasion, à Vahid Halilhodzic d'avoir sélectionné tel joueur au détriment d'un autre. D'ailleurs, le sujet devenu brûlant et sur lequel revenait systématiquement la presse sportive nationale, et qui concernait tout au long de l'année passée, les joueurs en manque réel de temps de jeu souvent présents avec l'EN, a toujours irrité au plus haut point Vahid Halilhodzic.

A ce titre, l'actuel patron technique des Verts, répondait souvent sur un ton agacé, et surtout très agressif, à la plupart des questions que nos confrères lui posaient, lors d'une conférence de presse. Il est vrai que parfois, et même souvent, Vahid Halilhodzic a pris l'habitude d'utiliser un ton presque ironique, chaque fois qu'il a animé un point de presse. Mais en jonglant trop souvent de manière systématique avec des mots qui ne pouvaient indéfiniment laisser indifférent personne, pas même l'ex-directeur technique national, en l'occurrence Boualem Laroum, Halilhodzic s'est désormais mis sur le dos, un technicien algérien qui l'a bien enfoncé à son tour.

Boualem Laroum qui reste à ce jour, un modèle en matière d'éducation, et aussi un technicien formé à très bonne école, après avoir longtemps été un joueur de premier plan, notamment sous les couleurs du CR Belouizdad, n'a malheureusement pas pu se soumettre plus longtemps, à l'obligation de réserve que sa fonction de cadre du football lui imposait d'observer.

C'est en effet un véritable précédent qui s'est produit vendredi dernier sur les ondes de la Chaine III, suite à la dernière intervention de Laroum, et qui met en lumière les très difficiles rapports qui ont caractérisé les relations devenues presque impossibles, entre le technicien algérien, et l'actuel sélectionneur bosnien de l'EN.

Le fait d'avoir traité carrément Vahid Halilhodzic d'être en réalité un homme sans aucune éducation ni le moindre respect, relève de propos très lourds et qui émanent aujourd'hui de la part d'un technicien qui n'a point la très fâcheuse habitude, encore moins la réputation de dire n'importe quoi. Il est clair que la dernière intervention d'un technicien de la trempe de Boualem Laroum, cache très mal beaucoup de choses, et ne constitue aujourd'hui qu'une très infime partie de l'iceberg, au sein de notre sport-roi. Au risque de nous répéter, il est clair que Vahid Halilhodzic a parfois trop tiré sur la corde. Il faut simplement espérer que les prochains mois qui nous séparent du Mondial brésilien tranchent définitivement avec les derniers événements de ce début d'année.

B. B.

PRÉPARATION DU MONDIAL 2014

La Belgique en Suède ?

L'entraîneur de la sélection belge de football, un des adversaires des Verts au Mondial 2014 avec la Corée du Sud et la Russie, est en train de ficeler son programme de préparation avec probablement un regroupement en Suède.

L'équipe belge de football, adversaire de l'Algérie lors de la Coupe du monde 2014 (12 juin-13 juillet), pourrait effectuer son stage pré-compétitif en Suède, avant son départ pour le Brésil, rapporte la presse locale.

Après avoir envisagé d'effectuer ce stage en Floride (Etats-Unis), en Guyane, puis aux Canaries, la destination scandinave reste la plus plausible, même si trois pays de la chaîne alpestre sont cités, pour parer à toute éventualité, précise la même source.

En début de semaine, le sélectionneur des Diables rouges, Marc Wilmots, et ses assistants se sont discrètement envolés pour Stockholm où ils sont allés visiter les lieux susceptibles d'accueillir les Diables pour le 7 ou le 8 juin, dans la foulée du match amical Belgique-Luxembourg du 27 mai. La Fédération belge avait même dépêché ses émissaires en étant assurée d'un accord de principe sur un match amical Suède-Belgique, programmé le vendredi 2 ou le samedi 3 juin à la Friends Arena de Solna.

Par ailleurs, plusieurs contretemps (indisponibilité des installations visées aux dates du séjour de la délégation belge, qualité incertaine des autres options), seraient de nature à faire revenir Marc Wilmots sur son choix initial. Dans le cas échéant, le coach de la Belgique aura d'autres possibilités proposées par des agents de la fédération internationale (FIFA) dans les Alpes françaises ou autrichiennes, avec évidemment, outre le lieu de séjour, un stade et un adversaire à devoir dénicher. Dans ce registre, la Fédération belge aurait jeté son dévolu sur la Tunisie, pour un match amical qui devrait avoir lieu le vendredi 6 juin ou le samedi 7 juin à Bruxelles.

L'équipe belge s'envolera pour le Brésil le 10 juin, soit à une semaine de son entrée en lice face à l'Algérie (17 juin), au stade de Belo Horizonte. Les Diables rouges seront basés au Paradise Golf and Lake resort de Mogi das Cruzes à Sau Paolo.

REDKNAPP (COACH DES QUEEN'S PARK RANGERS)

«Belfodil nous intéresse»

L'entraîneur des Queen's Park Rangers (Championship anglaise de football), Harry Redknapp, n'a pas caché vendredi son intérêt pour l'attaquant algérien de l'Inter Milan, Ishak Belfodil, dont les pourparlers avec West Ham sont dans l'impasse en raison du refus de Parme, détenteur de 50% des droits du joueur, de donner son aval pour le transfert.

« Belfodil est un joueur qui nous intéresse. Je sais aussi que West Ham aussi est intéressé par les services du joueur, c'est pour cela que je ne sais pas où en sont les choses. Notre chef de direction, Phil Beard, a entamé des discussions avec l'Inter, c'est tout ce que je peux dire », a déclaré l'ancien sélectionneur d'Angleterre lors d'une conférence de presse. Cet aveu intervient au moment où les pourparlers entre West Ham et l'Inter sont devant une impasse en raison du refus de Parme de libérer le joueur de 22 ans aux Hammers. Motif : le club de Sassuolo (Serie A) a formulé une offre de 4 millions d'euros pour acquérir la moitié des droits de l'international algérien en possession du patron de Parme, Tommaso Ghirardi, a expliqué le quotidien spécialisé *Il Corriere dello Sport*. « Parme a besoin d'argent, il a demandé alors à l'Inter d'obtenir la même offre auprès de West Ham qui a proposé 500.000 euros pour le prêt et 10 millions d'euros s'il venait à lever l'option d'achat », a écrit le journal italien.

L'entraîneur de West Ham, Sam Allardyce, a reconnu d'ailleurs la difficulté des tractations entre les différentes parties : « On essaye toujours d'engager Belfodil (...) Mais nous rencontrons des problèmes. » Il n'est pas dit cependant que Belfodil, en manque de temps de jeu à l'Inter, accepte d'aller à Sassuolo. Selon la chaîne de télévision italienne Sky Sport, « le joueur algérien ne veut pas porter le maillot neroverde et a choisi la piste anglaise ».

IMPORTANTE SAISIE DE KIF TRAITÉ

Un arsenal de guerre récupéré à Oran

WAHIB AIT OUAKLI

L'opération conduite hier matin par les éléments de la police judiciaire de la 13e sureté urbaine a permis l'arrestation d'un baron de la drogue, âgé à peine de 30 ans. Deux autres sorties distinctes ont abouti à l'arrestation de quatre individus et la saisie d'une quantité de six kg de kif traité, 2 800 comprimés de psychotropes, 500 bouteilles de différents alcools, une somme de 25 millions de centimes et autres armes à savoir 4 fusils à pompe et autres armes blanches. La première opération a été menée dans le lieudit Kouchat El Djir, situé sur les hauteurs de la forêt de Murdjadjou : les policiers ont, dans leur action, démantelé un «entrepôt» de vente d'alcool et des comprimés de psychotropes, le dépôt est domicilié dans une habitation de fortune.

Ce genre d'habitation réunissant clandestinement les drogués est surnommé El Mahchacha. Le deuxième coup-de-poing a été orchestré par les policiers de la sûreté urbaine d'El Makari. Celui-ci à été concluant étant donné que la recette a été bonne. Il s'agit de la saisie de 4 kg de kif traité et l'arrestation de deux jeunes dealers. L'enquête, toujours ouverte, a permis de mettre la main sur un autre dealer qui a élu le quartier d'El Hamri aux fins d'écouler et d'entreposer ses produits nuisibles provenant du Maroc. En effet, les tentatives d'inonder l'Algérie par le kif traité provenant du Maroc ont été fermement annihilées en 2013 par les services de lutte contre les stupéfiants, parvenant à démanteler et à mettre fin aux agissements de nombreux réseaux qui utilisent l'Algérie comme zone de transit vers l'étranger. Les efforts entrepris par les éléments de la gendarmerie, de la sûreté et des Douanes dans le cadre de la lutte contre ce fléau se sont soldés par des résultats tangibles, notamment en termes de saisie de quantités énormes de kif traité, de démantèlement de dangereux réseaux internationaux dont les barons et les membres sont traqués et leurs noms faisant l'objet de mandats d'arrêt nationaux et internationaux, s'ils ne sont pas appréhendés. Sur les quelque 190 tonnes de kif traité saisies par les services combinés en 2013, les services de la Gendarmerie nationale ont enregistré la saisie de 107 tonnes, la plupart lors des opérations menées au niveau de la bande frontalière Ouest ou dans des régions proches des frontières. Les quantités saisies étaient découvertes à bord de véhicules de luxe portant des plaques d'immatriculation étrangères dont le Maroc et des pays d'Europe. Les opérations de mise en échec des tentatives d'introduction de ce poison en Algérie cette année ont eu lieu, selon des rapports des services de sécurité. suite à des enquêtes exploitant des informations ayant permis aux services combinés de mettre en place des plans efficaces. Des tentatives d'acheminement de quantités entre 2 et 7 tonnes de kif traité à bord de camions et semi-remorques déjouées à Tlemcen, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès et Oran par les services de sécurité, confirment que les barons de la drogue intensifient leurs activités pour pallier à des revers subis.

W. A. O.

TERRORISME ET CONTREBANDE

UNE ALLIANCE MORTELLE

COMMENT seront le Mali, le Niger et la Mauritanie ? Tombés entre les mains des islamistes pour certains, et entre les griffes du fanatisme jihadiste pour d'autres.

IKRAM GHIOUA

Des experts avaient déjà mis en garde en 2008 contre la connexion entre le terrorisme et la contrebande

La contrebande, un phénomène dévastateur qui n'est certes pas typique à l'Algérie, mais prend des proportions inquiétantes, depuis l'éclatement spectaculaire des crises politico-sécuritaires sur les territoires voisins qui entourent le pays. Conséquences des prétendues révolutions du printemps arabe prétextant aspirer à plus de liberté ! Aujourd'hui et après trois, ans que reste-t-il de la Libye ? Quel avenir pour la Tunisie ? Comment seront le Mali, le Niger et la Mauritanie ? Tombés entre les mains des islamistes pour certains, et entre les griffes du fanatisme jihadiste pour d'autres, ces pays sont devenus des exportateurs par excellence de la contrebande.

L'étau hermétique ou presque, dressé le long du tracé frontalier pour lutter contre toute forme de crime organisé, risque d'être insuffisant au cas où des connexions entre les chefs des groupes terroristes et des parrains du commerce informel seront menées à terme.

L'avertissement est sérieux. Il est basé sur des enquêtes déclenchées principalement au niveau de nombreuses régions frontalières, surtout à Tébessa, confient des sources très bien imprégnées du contexte qui y prévaut actuellement.

Les forces de la Gendarmerie nationale mobilisées en ce sens ont déjà fait face à ce genre de situation, ce qui laisse présager l'existence d'une grande complicité entre la contrebande et le terrorisme. C'est donc à partir de ce constat, qui à ne pas en douter, est de plus en plus réel, forcément au niveau des frontières Est et Sud-Est, que les forces de sécurité soulèvent la question de la lutte contre toute cette économie informelle qui offre appui et assistance au terrorisme et qui saigne le pays.

Un terrorisme certes résiduel, mais qui risque, face notamment à la situation chaotique en Libye et à la crise en Tunisie qui ramène le terrorisme à un statut triomphaliste, de se régénérer dans un contexte caractérisé par l'apparition de nouvelles ramifications de contrebandiers qui ne se limiteront pas uniquement à toute la région Est, mais aussi l'Ouest, comme le confient nos sources. La situation selon ceux-la même ne nécessite pas des opérations coups-de-poing mais une stratégie révolutionnaire, visant à couper les ponts entre les réseaux terroristes et la contrebande. Ce travail n'incombe pas aux forces de sécurité, mais exige un effort socio-économique impliquant des spécialistes, d'une grande compétence.

Des experts avaient déjà mis en garde en 2008 contre la connexion entre le terrorisme, la contrebande, notamment celle qui s'adonne aux trafics de cigarettes, de drogue et d'armes légères, dans la région du Sahel. Désormais étalée vers la Libye et la Tunisie. Mais pas seulement puisque le carburant est devenu le produit le plus présent au même titre que la drogue dans les activités de la contrebande, mobilisée entre l'Algérie et la Tunisie.

Dans ce dernier pays, des habitants des régions frontalières, interrogés par le reporter de l'agence Tunis Afrique Presse, vont jusqu'à parler d'imbrication entre les réseaux de contrebande et les groupes terroristes, affirmant que « les uns comme les autres utilisent le même sentier de montagne reliant les villes de Bouderiès, en territoire algérien et de Foussana dans le gouvernorat de Kasserine ».

I. G.

DÉSIGNÉ PAR LES AMÉRICAINS COMME ORGANISATION TERRORISTE

Ansar Al Charia sur la liste noire

DES GROUPES pour le moins que l'on puisse dire intégristes, nés à l'ombre des soulèvements rebelles.

Les groupes d'Ansar Al-Charia de Libye et de Tunisie ont été portés sur la liste des organisations terroristes, annonçait vendredi dernier le département d'Etat américain. Des groupes pour le moins que l'on puisse dire intégristes, nés à l'ombre des soulèvements rebelles ayant cycliquement éclaté en Tunisie et en Libye prétendument contre les gouvernements en place. L'approche du département d'Etat américain concourt avec la déclaration du général David Rodriguez, commandant d'Africom, qui affirmait jeudi dernier, que le tristement Mokhtar Belmokhtar, chef de l'organisation terroriste « Les signataires par le sang », était en mesure de rééditer une attaque similaire à celle de Tiguentourine, dans la mesure où, selon cet officier, MBM possède tous les moyens qui permettent une telle attaque. L'avertissement du commandant d'Africom, dont le siège est établi en Allemagne, intervient alors que certains médias étrangers « souffrent du syndrome de l'ANP », qui, après une année, ceux-là mêmes n'arrivent pas à admettre, voire à supporter qu'à l'évidence, l'Algérie est un pays puissant aux termes de la lutte antiterroriste.

De par l'agitation tendancieuse affichée par ces médias autour de l'anniversaire du lâche attentat contre le site de Tiguentourine, ils auront le cran d'exprimer un comportement partisan en disculpant les auteurs à l'origine de cet acte criminel, en les présumant comme « des interlocuteurs potentiels avec lesquels il y aurait matière à négociation». En matière de négociation avec les groupes armés, la position de l'Algérie a de tout temps, été nette, « le chantage est inadmissible dans la stratégie de lutte contre le terrorisme ». Une stratégie qui convient également à certaines puissances mondiales à l'image, de la Russie, la Grande-Bretagne et les USA. Plus conscients et bien imprégnés de la menace terroriste, ces pays, notamment les USA, agissent en fonction des donnes réelles du terrain. C'est pour dire que désormais, la Libye et la Tunisie sont devenues des pays qui abritent des groupes terroristes désignés par le département d'Etat américain « organisations terroristes étrangères ». Comme indiqué, il s'agit d'Ansar Al Charia de Benghazi et de Derna en Libye et de Tunisie au même titre que Les signataires par le sang de MBM, qui active au Sahel entre le Mali et la Libye. Leurs chefs terroristes, Ahmed Abou Khattalah, Sofiane Ben Kumu et Seifallah Ben Hassine, communément appelé Abou Iyadh, portés sur la liste noire du même département, sont des terroristes internationaux activement recherchés. Comme le stipule la loi américaine relative au terrorisme, « ces désignations, s'accompagnent de sanctions portant sur l'interdiction de fournir ou tenter de fournir un soutien matériel ou des ressources financières, ou de s'engager dans des opérations avec ces trois groupes ou ces individus, et le gel de tous leurs biens qui pourraient se trouver aux Etats-Unis ». Pour le département d'Etat américain « Ansar Al Charia est impliqué dans des attaques terroristes contre des cibles civiles et dans plusieurs assassinats et de tentatives d'assassinats de responsables de la sécurité et des acteurs politiques dans l'est de la Libye, ainsi que dans l'attaque menée le 11 septembre 2012 contre le consulat américain à Benghazi dans laquelle l'ambassadeur américain, Chris Stevenson, et trois autres fonctionnaires américains avaient trouvé la mort ».

De même pour le groupe Ansar al-Charia de Tunisie, fondé par Seifallah Ben Hassine au début de 2011, indique le communiqué du DEA et qui « a été impliqué dans l'attaque menée le 14 septembre 2012 contre l'ambassade américaine et l'Ecole américaine à Tunis, mettant en danger la vie de plus d'une centaine de salariés de l'ambassade américaine ». La Tunisie avait pris les devants pour désigner le groupe Ansar Al Charia comme une organisation terroriste qui est à l'origine des attaques contre les forces de sécurité tunisiennes, dans les assassinats de personnalités politiques tunisiennes et dans des tentatives d'attentats suicides dans des lieux fréquentés par les touristes. Ansar Al Charia en Libye et en Tunisie et les Signataires par le sang idéologiquement des branches d'Al Qaïda au Maghreb représentent la plus grande menace pour l'Algérie, la Libye et la Tunisie, mais aussi les Américains s'agissant de leurs intérêts dans ces pays, notamment en Libye et Tunisie, d'où d'ailleurs l'engagement des USA « à prendre toutes les mesures appropriées contre les organisations et les individus responsables des attaques contre les installations diplomatiques américaines en Libye et en Tunisie ».

Le département d'Etat américain a même inclus une récompense allant jusqu'à 10 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation ou à la condamnation de tout individu responsable de l'attaque de Benghazi de septembre 2012 ». Pour rappel, Ansar Al Charia en Tunisie compte environ 100 000 partisans. Considéré comme organisation terroriste, ce groupe est impliqué dans les assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi. Les médias tunisiens rapportent qu' « après l'accès au pouvoir du parti , de nombreux prisonniers politiques islamistes ont été libérés, y compris Seifallah Ben Hassine, alias Abou Iyadh, qui avait cofondé le Groupe combattant tunisien avec Tarek Maaroufi en juin 2003. Abou Iyadh alors fonde Ansar al-Charia en avril 2011, qu'il dirige avec le prédicateur Abou Ayoub et l'idéologue Al-Khatib al-Idrissi ».

Les forces américaines et libyennes avaient depuis quelques mois arrêté Seifallah Ben Hassine, chef de file du groupe islamiste tunisien Ansar al Charia, à Misrata. Ce chef terroriste avait également sous le surnom d'Abou Iyadh, combattu par le passé en Afghanistan et a fait allégeance au réseau Al Qaîda. Il est notamment accusé d'avoir encouragé l'attaque meurtrière commise en septembre 2012 contre l'ambassade des États-Unis à Tunis.

I. G.

Il est mort le boucher de Sabra et Chatila

L'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon, responsable des massacres des deux camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila au Liban en 1982, est décédé hier à l'âge de 85 ans, ont rapporté les médias israéliens.

Selon ces sources, Ariel Sharon est décédé dans un hôpital près de Tel-Aviv, après un coma de huit ans à la suite d'une attaque cérébrale en 2006. Ces fonctions vitales s'étaient détériorées ces derniers jours.

Le nom de Sharon reste étroitement lié aux massacres perpétrés contre la population palestinienne. Il fut le principal responsable des massacres commis dans deux camps de réfugiés palestiniens Sabra et Chatila au Liban en septembre 1982, faisant entre 1.500 et 3.500 morts. Son incursion en septembre 2000 dans la mosquée d'El Aqsa était à l'origine de la seconde intifadha à El Qods-Est occupée et dans les territoires palestiniens occupés, violemment réprimée par les forces d'occupation israélienne. C'est sous les ordres d'Ariel Sharon, partisan jusqu'au-boutiste de la colonisation, qu'a été lancée la construction du mur de séparation qui empiéta sur les terres palestiniennes et sépara les populations palestiniennes.

Ce mur a également servi les projets d'implantation et d'extension des colonies juives rendant de plus en plus difficile l'établissement d'un Etat palestinien sur les frontières de juin 1967. « Ariel Sharon était un criminel, responsable de l'assassinat d'Arafat », a déclaré un dirigeant du mouvement palestinien Fatah, « Sharon était un criminel, responsable de l'assassinat d'Arafat et nous espérions qu'il comparaisse devant la Cour pénale internationale (CPI) en tant que criminel de guerre », a déclaré Jibril Rajoub. Jusqu'à la mort en novembre 2004 de Yasser Arafat, qu'il avait fait assiéger par les chars israéliens depuis décembre 2001, Sharon avait multiplié les menaces à son encontre, et accusé de son empoisonnement.

Un porte-parole du Hamas, au pouvoir à Ghaza, Sami Abou Zouhri a qualifié dans un communiqué la mort de Sharon d' « exemple pour tous les tyrans ». « Notre peuple vit un moment historique avec la disparition de ce criminel aux mains couvertes de sang des Palestiniens et de leurs dirigeants », a dit le porte-parole du mouvement islamiste, dont le fondateur, cheikh Ahmed Yassine, a été assassiné en 2004 par l'armée israélienne sur ordre de Sharon.

SORTIE DE CRISE EN TUNISIE

Mehdi Jomaâ chargé de former un gouvernement

A LA SUITE de sa nomination par le président Moncef Marzouki au lendemain de la démission d'Ali Larayedh actant le départ volontaire du pouvoir des islamistes d'Ennahda, M. Jomaâ a quinze jours pour former son équipe.

Le président tunisien Moncef Marzouki a chargé vendredi soir Mehdi Jomaâ de former le prochain gouvernement qui sera chargé de sortir la Tunisie d'une profonde crise politique et d'organiser des élections, a annoncé l'intéressé depuis la présidence Mehdi Jomaâ, chargé de former un cabinet d'indépendants pour conduire la Tunisie vers des élections en 2014, a prévenu qu'il ne ferait pas de « miracles », le pays étant déstabilisé par des crises politique et économique. A la suite de sa nomination par le président Moncef Marzouki au lendemain de la démission d'Ali Larayedh actant le départ volontaire du pouvoir des islamistes d'Ennahda, M. Jomaâ a quinze jours pour former son équipe. « Je ferai de mon mieux, mais je ne vais pas faire de miracles, je ferai tous les efforts, tout comme mon équipe », a-t-il dit, dans un bref discours télévisé de cinq minutes. Il a aussi promis de former le plus vite possible un cabinet « indépendant et neutre n'ayant aucune animosité envers un courant ou un parti ». « Les difficultés que traversent le pays sont telles qu'on ne peut pas les résoudre sans une atmosphère de confiance », a ajouté M. Jomaâ, une référence au profond climat de méfiance qui caractérise la vie politique tunisienne et notamment les relations entre les islamistes, majoritaires à la Constituante, et leurs détracteurs. La désignation de Mehdi Jomaâ, ministre sortant de

Le président Moncef Marzouki charge formellement Mehdi Jomaâ de former un cabinet indépendant

l'Industrie méconnu du public, était acquise depuis la mi-décembre à la suite d'un accord politique pour sortir de la profonde crise déclenchée par l'assassinat en juillet, attribué à un groupe jihadiste, de l'opposant Mohamed Brahmi. Après des mois d'imbroglio politique, la formation d'une instance électorale et le lancement de la procédure d'adoption de la Constitution ont réuni les conditions pour la démission d'Ali Larayedh Pour les journaux de vendredi, M. Jomaâ aura fort à faire, entre les conflits sociaux, une économie en berne, l'essor depuis la révolution de 2011 de groupes jihadistes et l'organisation d'élections à une date indéterminée en 2014. Quelques heures avant sa démission, M. Larayedh a néanmoins voulu désamorcer quelque peu les tensions sociales en suspendant une série de nouvelles taxes sur les transports ayant déclenché une vague de protestations violentes dans le pays cette semaine, en particulier dans les régions intérieures déshéritées, moteurs de la révolution de 2011. « Le plus dur vient de commencer », prévient *Le Quotidien*, pour qui M. Jomaâ hérite d'un « cadeau empoisonné ». « Des soulèvements dans tous les coins du pays, une économie agonisante et une situation sécuritaire précaire, le futur gouvernement aura bien du pain sur la planche pour relancer le pays », relève ce journal. La sortie de crise passe aussi par l'adoption de la Constitution, que la classe politique s'est engagée à approuver avant le 14 janvier, troisième anniversaire de la révolte qui lança le Printemps arabe. De polémiques en disputes, les travaux de la Constituante ont été ralentis, si bien qu'après une semaine d'examen du projet article par article, les élus ont passé en revue environ un tiers du texte. « Peut-être aurons-nous une heureuse surprise et la Constitution sera adoptée le 13 janvier. La fête de la révolution sera alors un événement crucial », a jugé Mustapha Ben Jaafar, le président de l'Assemblée. Les « principes généraux » et les « droits et libertés » ont été approuvés, et les élus ont entamé vendredi l'examen des chapitres sur les institutions, en commençant par le pouvoir législatif. Les articles 49 à 69 du projet dessinent les compétences d'un Parlement monocaméral élu pour cinq ans au suffrage universel direct, où l'opposition est définie comme « une composante essentielle ». Les élus partagent l'initiative des lois avec le président et le chef du gouvernement, qui est responsable devant les députés. Une grande avancée du texte approuvée jeudi concerne les droits des femmes, le projet contenant le principe d'une égalité entre hommes et femmes et l'objectif d'une parité dans les assemblées élues.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Accord à Genève sous réserve de ratification

L'IRAN a invité la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, agissant au nom du groupe 5+1, à se rendre dans le pays, a déclaré hier Abbas Araghchi, le vice-ministre des Affaires étrangères.

Représentants de l'Iran et de l'Union européenne sont parvenus à un accord vendredi à Genève pour la mise en oeuvre de l'accord intérimaire sur le programme nucléaire de Téhéran, un projet qui doit encore être ratifié par les pays signataires, selon les négociateurs. « Nous avons trouvé des solutions à tous les points de désaccord mais la mise en oeuvre de l'accord de Genève dépend de la ratification finale des capitales » concernées, a déclaré le vice ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi, à la télévision iranienne. « Des progrès significatifs ont été obtenus sur toutes les questions pertinentes. C'est maintenant à un niveau de validation politique dans les capitales », a indiqué dans un bref communiqué Michael Mann, le porte parole de la diplomate en chef de l'Union européenne (UE), Catherine Ashton. M. Araghchi a estimé que ses deux jours de discussions avec Helga Schmid, adjointe de Mme Ashton qui mène les négociations au nom du 5+1 (Chine, Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne) avaient été « bons, constructifs et intenses ». Les ministres des Affaires étrangères des grandes puissances qui étaient parvenus le 24 novembre à Genève à un accord avec l'Iran vont publier une déclaration, selon le responsable iranien qui a indiqué qu'aucune autre réunion au niveau des experts n'est prévue. M. Araghchi s'est refusé à donner une date pour la mise en oeuvre de l'accord, indiquant que cela dépendait de la décision des pays concernés. Deux précédentes séries de négociations au niveau des experts, d'abord à Vienne puis à Genève en décembre, avaient abouti à proposer la date du 20 janvier pour mettre en oeuvre cet accord, qui constitue aux yeux de tous une avancée importante après plus de dix ans de tensions sur le programme nucléaire iranien. L'accord entre les « 5+1 » et l'Iran prévoit une limitation de l'enrichissement d'uranium en Iran pendant une période de 6 mois, au cours desquels il n'y aura pas de nouvelles sanctions économiques. L'Iran est soupçonné, malgré ses dénégations, de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert de programme nucléaire civil. Le dernier round de discussions à Genève visait à régler de façon politique trois questions en suspens. Selon des sources diplomatiques, l'une des principales porte sur les dernières générations de centrifugeuses iraniennes pour enrichir l'uranium. Ces discussions de Genève se sont tenues alors que les dirigeants iraniens s'inquiètent de plus en plus ouvertement de la lenteur de mise en oeuvre de l'accord et de ce qu'ils jugent comme des tentatives de le remettre en cause. Dans une conversation téléphonique jeudi avec le président russe Vladimir Poutine, le président Hassan Rohani, qui par sa politique d'ouverture a permis cet accord, a mis en garde contre « la recherche de prétextes pour créer des problèmes dans le processus de négociations », selon l'agence iranienne Isna. Il a aussi appelé, selon Isna, « certains pays à respecter leurs engagements et à éviter certaines structures qui masqueraient leur bonne volonté », une référence assez explicite aux tentatives du Congrès américain de voter des dispositions visant à renforcer les sanctions contre l'Iran en cas d'échec de la voie diplomatique. L'accord porte sur six mois pendant lesquels de nouvelles négociations en vue d'un accord permanent pourront se tenir. L'agence de l'ONU pour l'énergie atomique, l'AIEA, basée à Vienne, va aider dans la vérification du respect des engagements pris par l'Iran.

APRÈS LES ATTAQUES D'UNE BRANCHE D'AL QAÎDA EN IRAK

Le Conseil de sécurité condamne

Le Conseil de sécurité a exprimé vendredi soir sa préoccupation des récents actes de violences survenus dans les villes de Ramadi et de Fallouja dans la province d'Al-Anbar en Irak et condamné les attaques perpétrées par le groupe « Etat islamique en Irak et au Levant » (EIIL), une branche d'Al Qaîda. Par ailleurs, le Conseil a exhorté le peuple irakien, notamment les tribus, les autorités locales et les forces de sécurité irakiennes dans la province d'Al-Anbar, « de poursuivre, d'élargir et de renforcer leur coopération en matière de lutte contre la violence et la terreur » et souligné l'importance que revêtent la poursuite du dialogue national et le maintien de l'unité du pays. L'organe de décision de l'ONU a exprimé son soutien aux efforts que le gouvernement irakien continue de déployer pour répondre aux besoins en matière de sécurité de la population. A cet égard, il a salué l'action des forces de sécurité et de police irakiennes, dont les membres sont ciblés et tués lors d'attaques perpétrées par les terroristes. En outre, le Conseil s'est félicité que le gouvernement irakien se soit engagé à protéger la population civile à Fallouja et ailleurs et à lui fournir des secours humanitaires et l'a encouragée à continuer d'œuvrer de concert avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (Manui) et les organismes d'aide humanitaire pour en assurer l'acheminement, ont affirmé les membres du Conseil dans la déclaration. Aussi, le Conseil a souligné l'importance cruciale que revêtent la poursuite du dialogue national et la préservation de l'unité du pays, le déroulement d'un processus politique sans exclusive, la tenue d'élections libres et régulières en avril 2014 et le droit de manifester pacifiquement comme le garantit la Constitution irakienne. Il estime cela indispensable à l'adoption d'une position nationale commune contre le terrorisme et à la sécurité à long terme de l'Irak.

Le Conseil a réaffirmé que les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes de terrorisme et ceux qui les ont financés doivent être traduits en justice, et a demandé instamment à tous les pays, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international et ses résolutions, de coopérer activement avec les autorités irakiennes à cette fin. Les 15 membres du Conseil ont également rappelé que l'EIIL est assujetti à l'embargo sur les armes et au gel d'avoirs et insistes sur l'importance de la mise en œuvre rapide et effective de ces mesures. Réaffirmant son soutien en faveur de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak, il a réitéré qu'aucun acte terroriste ne doit infléchir la poursuite de la paix, de la démocratie et de la reconstruction dans ce pays.

IN LIVE

Ecouter
Voir
Lire

RIAD EL FETH

Avant-première du documentaire *Abd-El Kader*

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) organise l'avant-première du film documentaire *Abd El Kader* de Salem Brahimi le 15 janvier 2014 à 18h30, à la salle Ibn Zeydoun. La projection presse aura lieu à 10h00 (en présence du réalisateur). Le film documentaire *Abd El Kader* est produit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel avec le soutien du ministère de la Culture - Fdatic et « Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011 ». L'avant-première se fera en présence du réalisateur. Une projection presse est organisée le jour même à 10h00.

Synopsis : Quand son pays, l'Algérie, fut envahi, cet homme bâtit un Etat. Quand la barbarie se répandait, décimant les siens, cet homme répondit par l'humanité, la compassion et le droit. Quand on lui promit la liberté en Orient, cet homme reçut la prison au Nord. Quand on lui offrit un royaume, cet homme choisit la foi et la plume. Quand certains faisaient de leur foi une haine meurtrière, cet homme fit de la sienne une main tendue. Cet homme s'appelle Abd El Kader. Il est le fils de Mohieddine et le père de l'Algérie. Il a vécu hier, mais son histoire dessine une voie pour demain. *Abd El Kader*, un documentaire sur la vie et le parcours historique et spirituel de l'Emir Abd El-Kader.

Fiche technique
Titre : Abd El Kader
Genre : documentaire
Durée : 96 mn
Année de production : 2013
Réalisateur : Salem Brahimi
Scénaristes : Salem Brahimi et Audrey Brasseur
Producteur : Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) avec le soutien du ministère de la Culture - Fdatic et de «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011».
Producteurs exécutifs : Battam Films /Wamip Films.

SALON NATIONAL DU LIVRE À ORAN

130 maisons d'édition attendues

Près de 130 maisons d'édition prendront part au 12e Salon national du livre prévu du 13 au 22 février prochain à Oran, a-t-on appris jeudi auprès du président du Syndicat des éditeurs algériens, initiateur de l'évènement. Le syndicat a élaboré un riche programme culturel pour ce salon, a indiqué, à l'APS, M. Ahmed Madi, en marge de la manifestation Souk Yennayer, ouverte jeudi à Oran à l'occasion de la célébration du Nouvel An amazigh. Le salon, qui sera abrité par le Palais des expositions au quartier Medina Jdida, exposera des titres dans plusieurs domaines et disciplines, ainsi que des encyclopédies et glossaires. L'édition précédente, la première à Oran, avait eu un vif succès attirant plus de 5 000 visiteurs par jour, intéressés par les titres proposés par les exposants de 95 maisons d'édition, a estimé M. Madi. Par ailleurs, le Syndicat des éditeurs algériens, a-t-il rappelé, organisera le premier Salon arabe du livre au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran en mai prochain, avec la participation de plus de 400 maisons d'éditions issues de 22 pays arabes.

VINCENT GILLOT, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ LA CAMBRE DE BRUXELLES, À *L'EXPRESSION*

«Un atelier d'été avec les étudiants de l'Ismas»

PROPOS RECUEILLIS PAR
■ O. HIND

Il est l'un des formateurs invités de l'International festival du film d'animation d'Alger. Il nous parle de son activité dans l'apprentissage de ce 8e art en Algérie.

***L'Expression* : Tout d'abord, pourriez-vous vous présenter ?**

Vincent Gillot : Je suis professeur à l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de Bruxelles et je viens ici animer un atelier autour des films d'animation en trois matinées. Donc on a fait d'abord une présentation de ce qu'est l'animation et aujourd'hui on a travaillé sur les cycles avec le système du praxinoscope qui est l'ancêtre du cinéma d'animation dans les jeux optiques et demain, on travaillera sans doute le papier découpé. Cela se passe avec les étudiants des Beaux-Arts et de l'Ismas. Je suis déjà venu il y a 5 ans à l'invitation de l'association Patrimoine . J'avais rencontré les étudiants des Beaux-Arts et il y a 4 ans, je suis venu faire un atelier avec les étudiants de l'Ismas.

Comment cela se passe concrètement dans cet atelier aujourd'hui ?

Ce n'est pas un travail pointu sur la technique, c'est plutôt une immersion et de se rendre compte de ce qu'est l'animation et leur faire vivre par une création personnelle assez courte de 12 dessins qui forment une boucle temporelle avec le 13e dessin. Ils travaillent donc sur 12 dessins pour faire une boucle. Ils vivent de l'intérieur l'animation, c'est-à-dire ce qu'est l'espace qui est entre les dessins qui sont projetés les uns derrière les autres ce qui donne une illusion de mouvement.

En quoi consiste votre démarche de travail ?

La démarche c'est de les confronter à cette magie lorsqu'on fait des dessins et qui se suivent et qu'on les projette après et ça fait quelque chose !

Vous revenez souvent donc. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette dynamique du film d'animation qui se créé autour en Algérie ?

Je vois que tout a progressé en 5 ans. Je constate effectivement que des étudiants que j'avais vus ou des gens que j'avais déjà croisés il y a 5 ans ou il y a 4 ans continuent à venir et sont tous intéressés. Il y a de tas de petits projets qui naissent. Des gens qui commencent à travailler et puis il y a le studio de Djilali Beskri, qui lui, fait vraiment du très bon travail et donc on a vu la projection de son film *Le Chasseur de l'antilope*. On voit donc que l'Algérie a décollé dans le film d'animation , se l'approprie pour rendre des images qui lui appartiennent tout en apprenant la technique..

Votre travail s'installe sur la durée avec l'Algérie ou c'est juste épisodique ?

C'est inscrit sur la durée, car on va essayer de monter un atelier d'été à l'Ismas peut-être. On va essayer de mettre cela en place, un atelier beaucoup plus professionnel sur 15 jours pour permettre à des étudiants de voir beaucoup de films d'animation et avoir des réponses à des questions qu'ils se posent. Etant des autodidactes, ils arrivent sur des impasses et donc c'est peut-être l'occasion de les aider à franchir des étapes et avoir des réponses à des problèmes particuliers .

Vous venez de Belgique, le pays du film d'Angoulême de la BD. Un autre monde. L'animation a-t-elle pris le pas sur la BD chez vous ?

Il y a les deux. L'école où je suis de la Cambre, il y a les deux sections et la section de cinéma d'animation existe depuis 1958. Elle a plus de 50 ans et donc le film d'animation c'est un médium artistique vraiment ancré dans la création dans une école de type Beaux-Arts.

Pensez-vous que cet art puisse être accessible à tout le monde ?

Il y a une part technique certes, mais qui est accessible surtout avec les technologies digitales d'aujourd'hui et le cinéma d'animation coûte peu cher avec un matériel que l'on trouve, ce qui n'était pas le cas il y a 10 ans quand il fallait des caméras et de la pellicule.

Maintenant, avec un appareil photo digital, un ordinateur, on peut commencer à faire de l'animation. Dans le cadre de l'école où je suis, on développe une étude artistique de l'animation . On l'apprend comme un médium artistique à l'instar du dessin, la peinture, ou la BD. On ne forme pas des techniciens pour l'industrie .On essaye de former des artistes qui se servent de l'animation à exprimer des choses qui leur sont personnelles.

Vous pensez vraiment que cela aide à renforcer l'identité culturelle d'un pays ?

Je pense que l'intérêt et l'avantage du cinéma d'animation en Belgique en tout cas à l'école de la Cambre qui est une école des Beaux-Arts (fondée en 1927 donc il y a très longtemps) c'est une école qui a toujours mis en avant l'avant-garde et le travail personnel de l'artiste et le cinéma d'animation permet de s'approprier dans les dessins, le scénario et les sons des choses culturelles qui sont propres de les développer et d'aller les exporter. C'est vrai, qu'il y a un cinéma d'animation qui est plus mondialisé , avec des standards tels mis en place par l'industrie américaine et japonaise, mais l'animation permet à des gens de s'approprier leur propre culture et de la mettre en scène à travers un film d'animation. **O. H.**

CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN À PARIS

Hommage à l'artiste-peintre Choukri Mesli

LES TOILES EXPOSÉES, couvrant la période allant de 1958 à 1992, étaient un témoignage vivant de toutes les périodes qu'a traversées cet artiste- peintre.

Plus d'une quarantaine de toiles de l'artiste-peintre Choukri Mesli, trônaient mercredi dernier majestueusement, sur les murs de la galerie du Centre culturel algérien (CCA), à Paris, à la faveur d'un vernissage organisé en hommage à cet artiste de renommée mondiale, et un des fondateurs de la peinture moderne algérienne.

Oeuvres de jeunesse, jusqu'à la maturité, les toiles exposées, couvrant la période allant de 1958 à 1992, étaient un témoignage vivant de toutes les périodes qu'a traversées cet artiste- peintre qui fit de la représentation de la femme le thème central de son inspiration, traversant l'histoire et la portant comme un étendard pour exprimer la sensualité, la sensibilité, mais aussi la violence. Scrutant chaque oeuvre sur papier, réalisée à la gouache ou à la craie, en noir et blanc, le public ne cachait pas son admiration devant le génie d'un artiste dont la pudeur et la discrétion, ne révélent pas moins la présence majeure d'un homme qui raconta les états d'âme d'un peuple dont il revendiquait l'appartenance. Il subit et exprima, aussi bien les blessures infligées par la période coloniale, que les meurtrissures de l'exil provoqué par une période de violence terroriste, faite de soubresauts et de déchirements, et qui faucha des milliers d'intellectuels dont certains se comptaient parmi ses amis.

Son âge avancé et sa santé très précaire, ne lui ayant cependant pas permis de se déplacer pour constater et mesurer l'hommage chaleureux qui lui a été rendu en cette soirée, c'est son fils Tarik qui lut le message qu'il a transmis au public venu honorer son oeuvre. « La peinture a été pour lui à la fois une passion, avec ses doutes, ses souffrances et ses joies et un instrument de libération », dira son fils. « Si son oeuvre témoigne de son combat pour s'affranchir de l'académisme et des présupposés de sa formation à l'époque coloniale, elle affirme le droit aussi d'exister dans sa différence dans une Algérie diverse, égalitaire et fraternelle, telle qu'il l'a rêvée», ajouta-t-il. « Plus particulièrement, elle appelle au dévoilement, et à l'émergence des femmes sans lesquelles son pays ne saurait exister dans son intégrité », a-t-il souligné. A l'occasion de ce vernissage, le film- documentaire *Choukri Mesli, peintre et passeur de rêves* du réalisateur Mostéfa Djadjam, produit en 2012, a été projeté en avant-première devant le public du CCA. D'une durée de 60 mn, ce documentaire dessine le portrait et retrace le parcours militant et artistique de ce peintre qui s'empara des pinceaux pour traverser le temps et témoigner de son époque.

Avec rigueur et sans fioritures, Mostéfa Djadjam, mis face à la caméra, aussi bien Choukri Mesli que d'autres artistes-peintres aussi brillants les uns que les autres, tels que Denis Martinez, Bachir Yelles, de même que des écrivains qui témoignèrent des nombreux combats que Mesli mena et qui trouvèrent une résonance dans ses oeuvres multiples. Qu'il s'agisse de son parcours militant anticolonial, de son implication dès l'indépendance pour la réouverture de l'Ecole des beaux-arts où il a longtemps enseigné, ou encore la fondation avec d'autres artistes du Mouvement Aouchem (tatouage), le documentaire retrace avec force détails, la vie passionnante de cet artiste issu d'une famille d'intellectuels et de musiciens et qui contribua à l'épanouissement de la peinture algérienne après avoir suivi une formation académique aux Beaux-Arts d'Alger et de Paris.

L'EXPRESSION

sur internet http://www.lexpressiondz.com

USMA 2- ESS 0 (SUPERCOUPE D'ALGÉRIE 2014)

Sellal offre sa 3e Coupe à Soustara

CONSIDÉRÉE comme étant un titre symbolique, la Supercoupe a choisi finalement les Rouge et Noir qui s'imposent (2-0) devant l'ES Sétif. Un titre qui leur a été remis des mains du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, quelques mois seulement après avoir gagné la Coupe d'Algérie et la Coupe arabe en 2013.

LOUNÈS MEBERBECHE

Stade Mustapha-Tchaker (Blida). Affluence nombreuse. Arbitrage de M. Bichari, assisté de MM. Gourari et Bourouba.

Buts : Ziaya 7', Andria 40' (USMA).

Avertissements : Karaoui 45' (ESS).

USMA : Zemmamouche, Khoualed, Meftah, Bedbouda, Bouazza, Bouchema, El Orfi, Chafaï, Andria, Ferhat, Ziaya.
Entraîneur : Hubert Velud.

ESS : Khedaïria, Benchadi, Arrousi, Benabderahmane, Zerara, Karaoui, Gourmi, Demou, Belameri, Zé-Ondo, Bouazza.
Entraîneur : Rabah Saâdane.

Pour revenir à cette affiche qui a attiré une foule nombreuse, les Usmistes ont vite pris l'ascendant dès les premières minutes du premier half, comme l'illustre la tentative de Ferhat, suite au corner bien botté par Bouazza à la 4'. Les Algérois ne tarderont pas à trouver la faille par le biais de leur buteur Ziaya. Ce dernier, bien servi en profondeur par Bouazza, se retrouve face à Khedaïria et n'hésite pas à secouer les filets dès la 7' par un tir rageur. La réaction des Sétifiens interviendra à la 12' par le biais de Gourmi qui lance Belameri, ce dernier remet instinctivement sur Zé-Ondo, sa reprise passe juste en-dessus de la transversale. Le jeune Belameri, très actif côté gauche de la défense algéroise, réussit une belle incursion à la 16', mais son tir à ras du sol a été stoppé par Zemmamouche. L'Entente sétifienne continue son pressing en tentant cette fois de tromper la vigilance de Zemmamouche sur coup de pied arrêté, comme en témoigne le coup franc rentrant de Bouazza à la 20', heureusement pour l'USMA que le keeper des Verts était sur ses gardes. Après un moment de relâchement, les Rouge et Noir reviennent à la charge dès la 22' en obtenant un penalty discutable suite à la faute de Demmou sur Ziaya. Le latéral droit de l'USMA, Rabie Meftah butte sur le gardien Khedaïria au grand bonheur des Sétifiens. Ces derniers réclament à leur tour un penalty à la 28' suite au fauchage de Bouazza par Khoualed, l'arbitre Bichari ne branche pas. Le jeune Belameri, encore lui, s'illustre de nouveau à la 38' suite à un centre bien ajusté au second poteau, Meftah dégage le cuir in extremis en corner. Alors que l'ESS espérait revenir à la marque, le défenseur central Benabderahmane offre aux Algérois la chance de doubler la marque à la 40'. En effet, voulant contrôler le ballon, il rate son geste et offre le cuir sur un plateau d'argent à Andria qui, d'une pichenette magistrale, scotche Khedaïria juste avant la pause citron. De retour des vestiaires, la seconde manche tarde à s'emballer, puisque peu d'occasions seront notées. Les Usmistes semblent vouloir conserver leur avance en faisant tourner le ballon, alors que les Sétifiens avaient du mal à aller de l'avant. Quelques timides tentatives seront relevées comme celle en faveur de l'USM Alger à la 57' suite à une belle combinaison côté Rouge et Noir, Ziaya pivote à l'intérieur de la surface de réparation, mais fut rattrapé de justesse par Demmou. L'Entente sétifienne n'a pas réussi à bousculer son adversaire se contentant de quelques actions sans grande réussite, à l'instar de Bouazza à la 68' qui tire faiblement à côté. Le latéral droit de l'USMA, Rabie Meftah, a failli réussir un bon coup à la 71' suite à une belle pichenette sur Benchadi qui arme son tir des 30 mètres, mais frôle le poteau de Khedaïria. L'ESS réagit juste après à la 76' par le biais de Zerara qui, sur un puissant coup franc rentrant, trouve le poteau, qui renvoie à son tour le cuir dans les mains de Zemmamouche. La dernière action fut à l'actif des Sétifiens à la 83' sur une belle passe de Djahnit, Aroussi seul face à Zemmamouche perd son duel devant le gardien des Verts.

Quelques minutes plus tard, l'arbitre Bichari siffle la fin de cette Supercoupe qui sourit aux Algérois des frères Haddad, quelques jours seulement après avoir remporté le titre honorifique de champion d'hiver.

L. M.

Ph : Archives

Le Premier ministre remettant la médaille à El Orfi lors de la dernière coupe d'Algérie

LES SORTIES DE SELLAL SONT DEVENUES UNE VÉRITABLE AUBAINE

La campagne pour le 4e mandat bat son plein

LE PREMIER MINISTRE poursuit ses visites dans les différentes wilayas et fait de la stabilité son principal slogan de campagne.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À BLIDA
KARIM AIMEUR

Les visites effectuées par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dans les différentes wilayas du pays sont devenues de véritables aubaines pour les partisans d'un 4e mandat du chef de l'Etat.

Ainsi, sa tournée, hier, dans la wilaya de Blida n'a pas dérogé à la règle bien instaurée depuis déjà quelques mois. C'est lors de la rencontre avec les représentants de la société civile qui s'est transformée en meeting électoral que la messe a été dite. Et comme de tradition, c'est le président de l'APW de Blida qui s'est chargé d'appeler le Président Bouteflika à briguer un autre mandat.

« Nous demandons au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à se porter candidat pour un quatrième mandat en vue de poursuivre son œuvre », a-t-il lancé, après avoir fait un bilan, « très positif » du règne de Bouteflika.

Cet appel a enflammé la salle de conférences de la wilaya, à moitié vide. Toute l'assistance, nourrissant la salle d'applaudissements, s'est mise en position debout, y compris le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le wali de Blida. Pour sa part, le wali a dressé, dans son intervention, un bilan « irréprochable » des réalisations enregistrées dans sa wilaya depuis 1999, année de l'installation de Bouteflika à la tête de l'Etat. Etant représentant de l'administration qui prétend jouer la neutralité, le wali n'a pas plaidé d'une manière franche pour le 4e mandat, mais ce qui est entre les lignes de son discours le laisse entendre.

Stabilité : premier slogan de campagne

Le Premier ministre qui est intervenu juste après le wali a rappelé que les Algériens sont à la veille de l'élection présidentielle du mois d'avril prochain. Il a appelé à l'esprit de responsabilité, soutenant que la stabilité est le seul choix et issue pour l'Algérie. Son discours prononcé devant les représentants de la société civile de Blida a été justement axé en grande partie sur ce point. « Lorsque nous venons à Blida, il faut parler d'abord de la paix car les citoyens de cette wilaya ont connu les affres du terrorisme durant les années 1990 », a-t-il indiqué. Il ajoute juste après que « quand le moudjahid et président de la République, Abdelaziz Bouteflika a proposé la Réconciliation nationale, il savait que sans la paix et la stabilité, aucun développement ne peut être réalisé ». Cela avant de féliciter les habitants de la wilaya de Blida qui ont adopté le projet malgré toutes les souffrances qu'ils avaient endurées durant la décennie noire. Il faut dire que les partisans du 4e mandat, entouré de flou et d'incertitude, construisent leur argumentaire sur la stabilité acquise, selon eux, grâce à la Réconciliation nationale. Pour M. Sellal, les plans de développement lancés depuis l'année 2000 ont permis de rattraper le retard causé par les années du terrorisme dans plusieurs domaines. L'orateur a exprimé l'engagement de son gouvernement à poursuivre le travail pour la prise en charge du problème du logement et de régler les problèmes des secteurs de l'éducation et de la santé. Il a souligné que « la stabilité sera le socle sur lequel l'Algérie du XXIe siècle sera construite ».

En parallèle, il a appelé les autorités locales à ouvrir les portes aux citoyens pour exprimer leurs doléances et les impliquer dans la gestion des affaires de la cité.

L'Etat défendra ses cadres

Dans le même discours, le Premier ministre a défendu les cadres de l'Etat, assurant quant à leur protection quel que soit leur rang : « L'Etat est déterminé à protéger ses cadres, mais je leur demande de travailler dans le cadre des lois de la République et nous serons à côté de tout cadre qui serait touché », a-t-il rassuré, tout en soulignant que la lutte contre la corruption qui s'est banalisée ces dernières années se poursuivra. Sur le plan économique, M. Sellal a annoncé que les groupes de travail issus de la dernière tripartite présenteront bientôt leurs propositions. Il a évoqué, dans ce contexte, l'élaboration d'un pacte national économique et social, la contribution du Fonds national d'investissement (FNI) au financement de l'économie, la protection de la production nationale et l'amélioration du climat des affaires sans distinction entre les secteurs public et privé.

K. A.

Sellal appelle à faire preuve de responsabilité

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a appelé, hier dernier à Blida à faire preuve de responsabilité à l'approche de l'élection présidentielle d'avril prochain. « Nous nous dirigeons vers une élection présidentielle et nous devons faire preuve de responsabilité et avoir toujours à l'esprit que la stabilité est le seul moyen de mener l'Algérie à bon port », a précisé M. Sellal dans une allocution devant les représentants de la société civile de la wilaya de Blida où il est en visite de travail et d'inspection. « Il importe de faire preuve de responsabilité dans cette conjoncture » a-t-il souligné.

DERNIÈRE HEURE

LE PREMIER MINISTRE FÊTERA LE MAWLID ENNABAOUI À GHARDAÏA

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a indiqué hier à Blida qu' « il n'y a aucun problème entre les rites ibadite et malékite » en allusion aux incidents survenus récemment dans la wilaya de Ghardaïa. Les rites malékite et ibadite « sont proches et il n'y a aucun problème entre eux à Ghardaïa », a précisé M. Sellal en réponse aux préoccupations exprimées par la société civile de la wilaya de Blida. Le Premier ministre a annoncé, à cette occasion, qu'il partagera avec les habitants de la wilaya de Ghardaïa les festivités marquant la célébration du Mawlid Ennabaoui. « Je me rendrai à Ghardaïa la veille du Mawlid Ennabaoui pour célébrer cette fête avec les habitants » de cette wilaya, a-t-il dit. Soulignant l'unité de la société algérienne, M. Sellal a appelé à contrecarrer quiconque tente de porter atteinte à sa cohésion, que ce soit par les paroles ou par les actes. Le Premier ministre a souligné l'importance de la sécurité et de la stabilité en Algérie, rappelant que le pays a su rester « debout » grâce à « sa politique judicieuse ».

LE STADE MUSTAPHA-TCHAKER DE BLIDA NE SERA PAS FERMÉ

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida ne sera pas fermé jusqu'à la réception du premier des stades en cours de réalisation à Alger, a indiqué hier, à Blida, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Tahmi. «Les stades de Baraki et de Douéra seront réceptionnés en 2015 et celui de Blida restera ouvert aux compétitions», a précisé M. Tahmi, à l'APS en marge de la visite de travail dans la wilaya de Blida du Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Il a souligné, dans ce cadre, que «les problèmes survenus dans la réalisation des stades de Baraki et de Douéra sont liés au manque de main-d'œuvre». A propos du stade du 5-Juillet, le ministre a expliqué que la première étape de sa rénovation «va commencer bientôt et va durer 11 mois», ajoutant «qu'il sera lancé incessamment, un appel d'offres pour sélectionner le bureau d'études qui prendra en charge la rénovation des gradins et leur couverture».

ACCIDENT DE LA ROUTE: 14 MORTS ET 50 BLESSÉS EN 48H

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort et 50 autres ont été blessées dans 18 accidents mortels survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs régions du pays, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Khenchela, avec le décès de trois personnes et la blessure de 16 autres, suite à deux accidents de la circulation survenus séparément. Durant la même période, les unités de la Protection civile ont enregistré 3 781 interventions dans les différents types d'intervention pour répondre aux appels de secours émanant de citoyens. En outre, les plongeurs de la Protection civile sont intervenus pour le repêchage et l'évacuation de cadavres de deux personnes décédées par noyade dans des mares d'eau. Il s'agit d'un enfant âgé de quatre ans, décédé au village Zenadria (Aïn Defla) et d'un vieil homme âgé de 90 ans décédé à Mechtet El Bagtha, commune de Hanencha (Souk Ahras), précise la même source.